



INDUSTRIE ET TERRITOIRES

**COMMENT GAGNER LA BATAILLE DE LA RÉINDUSTRIALISATION ?
REGARDS CROISÉS ENTRE TERRITOIRES, INDUSTRIELS ET SOCIÉTÉ CIVILE**

RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

17 SEPTEMBRE 2024



BPIFRANCE LE LAB

EN QUELQUES MOTS

Tout le monde doit en avoir conscience : les PME-ETI sont décisives pour l'économie française, en termes de croissance, d'emplois et d'ancrage local. Pour autant, confrontées à des défis spécifiques, celles-ci restent méconnues : il subsiste un déficit de savoirs sur nos PME-ETI qu'il est fondamental de combler.

Bpifrance Le Lab est le laboratoire d'idées des PME-ETI.

Sa mission : stimuler les dirigeants pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Concrètement, **Bpifrance Le Lab** travaille à :

- Tirer les meilleures idées de la recherche et du terrain ;
- Valoriser les expériences et les témoignages de dirigeants ;
- Relier les dirigeants-lecteurs au sein d'une communauté de recherche participative.

Bpifrance Le Lab fait ainsi émerger des idées faites pour les PME-ETI.

Son ambition : des dirigeants épanouis, pour des entreprises qui vont bien.

Retrouvez-nous sur lelab.bpifrance.fr

0

INTRODUCTION

DE LA PUBLICATION NATIONALE AUX
DÉCLINAISONS RÉGIONALES

LA RÉINDUSTRIALISATION EST UN ENJEU DE SOUVERAINETÉ NATIONALE, ET SE JOUE À L'ÉCHELLE LOCALE

En mai 2024, Bpifrance Le Lab a publié une étude inédite sur la réindustrialisation. Cette étude combine des projections économiques permettant de quantifier sous différents angles l'ambition de réindustrialisation de la France, des perceptions croisées d'industriels et de citoyens, une cartographie du potentiel industriel des territoires et une analyse des stratégies de croissance des industriels. En voici les enseignements principaux :

La réindustrialisation est un défi considérable. A horizon 2035, il faut retrouver une balance commerciale à l'équilibre, ce qui implique dans le secteur de l'industrie manufacturière 233Mds€ de valeur ajoutée supplémentaire en tenant compte de l'inflation (soit une hausse de 5,3% en valeur par an), la création de 600 000 à 800 000 emplois (soit 50 000 à 67 000 emplois par an entre 2023 et 2035, ce qui représente le double des créations observées entre 2021 et 2023), et un passage de 9,7% à 12% de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB.

Si cette marche est haute, elle reste atteignable. Le tissu industriel existant (avec des prévisions de croissance moyenne du chiffre d'affaires de l'ordre de 4 % par an) représenterait 2/3 de la marche à franchir, le 1/3 restant correspondrait à des créations d'entreprises, françaises ou étrangères, sur le territoire français.

L'ambition de réindustrialisation bénéficie du soutien de la population. Les Français s'y disent à 82% favorables, et 83% estiment que l'industrie est « une fierté pour les territoires ».

Tous les territoires français ont le potentiel d'accueillir le renouveau industriel. Toutefois ceux-ci verront certainement des formes différentes de réindustrialisation se développer sur leurs sols. L'attractivité de chaque territoire est ainsi façonnée par de multiples facteurs incluant ses atouts géophysiques, sa culture et son histoire industrielle.

LE CHOIX DE L'ÉCHELLE RÉGIONALE

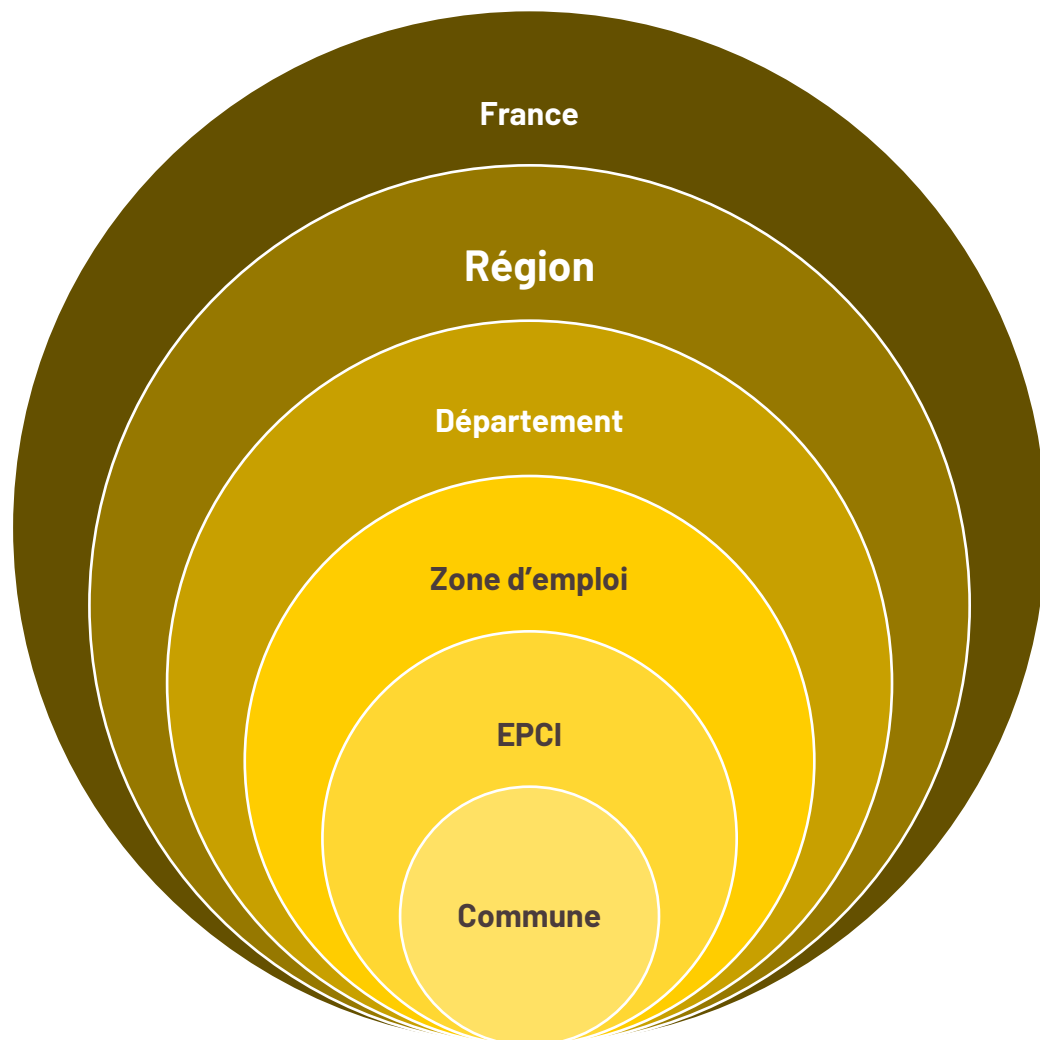
Pour offrir une analyse plus détaillée et pertinente aux dirigeants de PME-ETI, cible principale de Bpifrance Le Lab, ainsi qu'aux acteurs publics, deux prismes d'analyse complémentaires de l'industrie émergent : le **secteur d'activités** et la **géographie**.

Notre étude fait le choix d'adopter le prisme géographique comme angle principal. Nous optons pour une analyse qui reconnaît un caractère unique à chaque territoire, et qui met en lumière les spécificités qui confèrent à chaque lieu son dynamisme industriel propre. Au cœur de cette dynamique se trouvent les dirigeants de PME et d'ETI, ancrés dans le territoire, et pleinement engagés dans l'économie locale.

L'approche sectorielle bien qu'éminemment intéressante est plus largement traitée notamment à travers son incarnation au niveau des politiques publiques dans les Comités Stratégiques de Filières (CSF). Cette approche s'intéresse aux chaînes de valeur – de la conception à la distribution – et permet une compréhension des relations et synergies entre les différents acteurs de cette chaîne. Elle met également au jour les dynamiques de pouvoir existantes : les grandes entreprises dominant en tant que donneurs d'ordre, tandis que les sous-traitants, souvent de plus petite envergure, se trouvent dans une position de dépendance économique qui limite leur influence. Cet angle d'analyse est considéré dans l'étude mais de manière secondaire.

« C'est dans le tissu dense et informel des territoires que se construisent et se reproduisent « les sucres lents de la compétitivité », les ressources de longue durée comme les compétences et les réseaux relationnels qui permettent d'affronter des environnements changeants.»*

*Pierre Veltz dans la Préface de « Refaire l'industrie un projet de territoire » par Caroline Granier de la Fabrique de l'industrie



LES RÉGIONS : DES TERRITOIRES D'ENVERGURE QUI OCCUPENT UNE PLACE CLÉ DANS LA RÉINDUSTRIALISATION

Les régions sont de grands espaces géographiques. Ce sont aussi des acteurs du développement économique de leur territoire et elles ont chacune développé une stratégie de réindustrialisation. Au niveau national, le contexte de crises sanitaires et géopolitiques a dynamisé le soutien à la revitalisation du secteur industriel, notamment à travers le plan « France 2030 ». L'importance de l'échelle locale des actions s'illustre par exemple avec le programme Territoires d'Industrie, visant à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie, qui a été lancé en 2018 puis renouvelé en 2023. En parallèle de cette initiative centralisée, les régions se sont naturellement approprié cet enjeu, depuis plus ou moins longtemps, en résistant à la tendance de désindustrialisation ou en saisissant les opportunités de renouveau industriel. Ces efforts sont visibles, par exemple, dans les sections dédiées à l'industrie des SRDEII*, les plans stratégiques des régions. Cette échelle plus fine des régions, grands territoires avec des visions plurielles, vient donc composer de manière complémentaire avec l'ambition de l'Etat, autour de l'objectif commun de soutenir les territoires dans leurs stratégies de développement industriel.

Notre étude analyse en détails l'échelle territoriale de la réindustrialisation de la France en se posant les questions suivantes :

Comment les régions portent-elles l'ambition nationale de réindustrialisation ?

Quels sont les équilibres établis entre l'approche nationale et les initiatives régionales pour mener à bien la réindustrialisation ?

Quel est le récit de chaque région sur la réindustrialisation ? Qu'est-ce que les régions peuvent offrir sur la réindustrialisation compte tenu de leur histoire, de leur potentiel, de leur stratégie ?

*Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation

COMMENT LIRE CETTE ÉTUDE ?

- 1. La première partie examine des indicateurs économiques et ce qu'ils laissent voir de la réindustrialisation au niveau de la région analysée.** Elle considère plusieurs indicateurs mesurant la valeur ajoutée, l'emploi, et enfin, les créations et stocks d'établissements dans l'industrie manufacturière. Certains sont comparables année par année, permettant de dresser des tendances au fil du temps, d'autres nous donnent la décomposition par secteur, permettant de voir les spécialisations de la région.
- 2. La deuxième partie s'intéresse au potentiel de développement industriel des territoires de la région,** et tente de répondre à trois interrogations : comment la région se positionne par rapport au niveau national ? Est-ce qu'il y a des disparités fortes entre les zones de la région ? Quelles zones d'emploi au sein de la région se démarquent particulièrement ?
- 3. La troisième partie est un regard croisé entre industriels et citoyens.** Quelles perceptions ont-ils de l'industrie, et de la réindustrialisation ? Quel est leur niveau d'acceptabilité de l'industrie au niveau local ? Quel est leur degré d'appétence pour travailler dans l'industrie ? Nous mobilisons ici des données de l'enquête auprès des industriels (2 828 répondants) et auprès des Français (5 000 répondants au niveau national, 4 400 répondants sur des zones d'emploi spécifiques).
- 4. La quatrième partie s'appuie sur l'enquête auprès des dirigeants et analyse les projets des industriels et la façon dont ils s'incarnent dans les territoires.** Comment se traduit leur stratégie de croissance au niveau de leurs implantations ? Quels sont leurs besoins fonciers et leurs freins rencontrés au niveau local ?
- 5. La cinquième partie donne la parole à la région et met en avant la stratégie industrielle régionale.** Un acteur emblématique du Conseil Régional parle de la stratégie industrielle régionale et explique comment il/elle lit les données présentées dans l'étude.

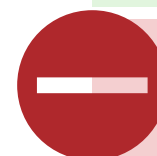
A QUI S'ADRESSE CETTE ÉTUDE ?

- Aux dirigeants industriels, décideurs institutionnels, collectivités locales, et aux porteurs de projets industriels en région souhaitant, par exemple, connaître le niveau d'acceptabilité sociale de différents projets industriels au niveau local ou les priorités exprimées par les industriels dans la région.



CE QU'EST CE TRAVAIL

- Un angle de compréhension de l'industrie dans la région à travers des données brutes
- Une clé d'analyse pour comprendre comment la réindustrialisation se perçoit dans la région et comment cette vision locale diffère de la moyenne nationale, à travers des enquêtes d'opinion auprès des habitants et des industriels de toute la France métropolitaine
- Un focus sur la perception des habitants de zones d'emploi spécifiques



CE QU'IL N'EST PAS

- Une comparaison entre régions
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des départements
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des EPCI ou des communes

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE (2/2)



Un cadrage macroéconomique

Pour comprendre la hauteur de la marche à franchir dans des mesures économiques : Valeur Ajoutée, emplois, créations d'établissements

Sources: l'Insee, la Direction Générale des Entreprises (DGE), EY et l'Observatoire des Start-Up Industrielles

Périmètre : la France métropolitaine, hors DROM



Une cartographie du potentiel des territoires industriels

Un travail en chambre, challengé par des experts et des industriels, pour mesurer - à partir d'une trentaine d'indicateurs - le potentiel de développement industriel des territoires et sa cartographie par zones d'emploi françaises



200+ personnes interviewées

Entretiens réalisés auprès de dirigeants industriels, d'acteurs locaux et d'élus, de chercheurs, d'acteurs de la formation et d'experts de l'industrie



4 journées exploratoires

Rencontres dans 4 territoires choisis pour leurs caractéristiques industrielles, rassemblant représentants de l'Etat, des Régions, des EPCI, et des industriels, : Figeac le 23 février 2024, Valenciennes le 18 mars, Châteauroux le 27 mars et Besançon le 5 avril. Pour ces rencontres, nous avons été accompagnés par les cabinets Ernst&Young, et Compagnum



Une enquête auprès de 2 828 industriels

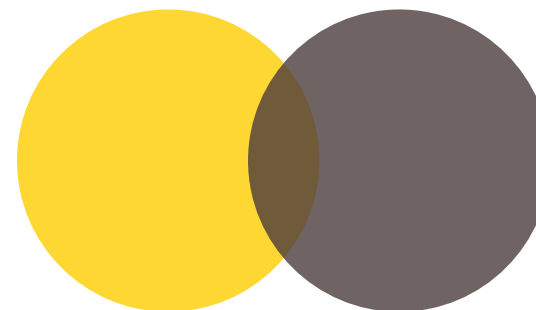
Réalisée du 15 janvier au 22 mars 2024. Nous avons interrogé 30 000 unités légales (en excluant les entreprises ayant moins de 10 salariés), ce sont donc les directeurs de site qui nous ont répondu



Une enquête auprès de 5 000 Français

Réalisée du 14 décembre 2023 au 13 février 2024. L'échantillon est représentatif selon le genre, l'âge, la CSP et la région. Il est complété par des sur-échantillons sur 49 zones d'emploi spécifiques sur les 306 au total en France métropolitaine (à proximité de sites SEVESO par exemple), représentant 4 400 répondants supplémentaires. Cette enquête a été réalisée par Potloc (institut de sondage).

- AURA : Auvergne-Rhône-Alpes
- CSP : Catégorie socioprofessionnelle
- EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
- ETI : Entreprises de Taille Intermédiaire
- GE : Grandes Entreprises
- Ha : Hectare
- IDE : Investissement direct à l'étranger
- PME : Petites et Moyennes Entreprises
- SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies
- SRDEII : Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation
- SUI : Start-up Industrielle
- TI : Territoires d'Industrie
- VA : Valeur Ajoutée
- ZAN : Zéro artificialisation nette
- ZE : Zone d'emploi



L'HISTOIRE INDUSTRIELLE DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES EN QUELQUES DATES CLÉS

Création de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand

Michelin dépose son premier brevet pour un pneu démontable durant l'été 1891. En 1900 c'est l'apparition du guide Michelin pour accompagner les clients dans leurs déplacements. L'usine emploie à sa création 52 personnes ; aujourd'hui c'est plus de 20 000 personnes travaillent dans l'entreprise, faisant du géant du pneumatique le premier employeur industriel régional.

Création de Biose Industrie

Créée à Aurillac en 1951 sous le nom de Laboratoires Lyocentre, l'entreprise familiale s'est muée progressivement en leader mondial dans le développement et la production de médicaments microbiotiques en santé humaine. Elle passe en 2023 sous le contrôle du fonds luxembourgeois L-GAM et de l'État. Elle comptait 350 employés en 2023.

Naissance de Symbio Fcell

Née à Grenoble au cœur du CEA, la start-up s'est depuis transformée pour devenir un acteur industriel clé, partenaire innovation et industrialisation des pionniers de la mobilité zéro émission. En 2023, l'entreprise ouvre une des plus grandes gigafactories de production de piles à combustible en Europe.

1883

Naissance du fabricant de sirops Routin

Les sirops fabriqués à partir d'eau des Alpes sont aujourd'hui distribués dans plus de 80 pays. L'entreprise possède une seule usine, en France, à La Motte-Servolex en Savoie. La direction revendique l'ancrage local et le savoir-faire made in France de la marque.

1889

1895

Création de la Société chimique des usines du Rhône à Lyon

Cette société deviendra Rhône-Poulenc à l'issue d'une fusion en 1929. Au cours de ses quelque 70 ans d'existence, Rhône-Poulenc s'est imposé comme le premier groupe privé de chimie français et, à son apogée, dans les années 1960, comprenait une soixantaine d'usines en France et plus de cent mille employés à travers le monde. Depuis les années 1990, les différentes activités du groupe ont été progressivement rachetées et leurs descendances se retrouvent chez Sanofi, Bayer et Solvay.

1951

1965

Création de Limagrain

Limagrain est un groupe coopératif agricole français spécialisé dans les semences de grandes cultures, potagères et les produits céréaliers. Limagrain était en 2018 le quatrième semencier mondial et emploie plus de 10 000 salariés (1 500 en Auvergne) dont plus de 2 000 chercheurs dans 56 pays.

2010

#1

La région occupe une place cruciale dans l'industrie française

L'Auvergne-Rhône-Alpes, c'est 16 % de la Valeur Ajoutée (VA) industrielle totale de la France en 2021. Au sein de la région, l'industrie manufacturière représente 14 % de l'économie totale. L'agroalimentaire, la métallurgie et la plasturgie concentrent à eux trois la majorité des établissements industriels de la région. Depuis 2015, la région connaît un rebond sur les emplois industriels (+4,2 % jusqu'en 2022).

#2

Au sein de la région, chaque bassin d'emploi a des atouts pour accueillir la future vague de l'industrie

Au sein de la région, tandis que certains bassins d'emploi se démarquent par de larges disponibilités foncières (Vienne-Annonay, Vichy), d'autres brillent par un écosystème industriel bien implanté (Oyonnax, Voiron), une réserve de talents industriels (Lyon, Saint-Etienne), une qualité de vie attractive (Le Mont Blanc, Annecy) ou encore, un degré d'exposition moindre aux aléas climatiques (Belley, La Maurienne).

#3

50 % des industriels interrogés dans la région ont un projet d'implantation en France dans les prochaines années

L'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024, estime que la réindustrialisation se fera principalement par le développement du tissu industriel existant. Dans ce cadre, les industriels de la région misent principalement sur des projets d'extension de leurs usines, et qui requièrent du petit foncier, soit moins de 2 Hectares (Ha) par projet.

#4

67 % des habitants de la région sont favorables à l'idée de travailler dans l'industrie

Selon les projections de l'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, la réindustrialisation devrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois par an dans l'industrie d'ici à 2035. Les talents sont ainsi une des conditions clés de la réussite. Allant dans ce sens, 67 % des habitants de la région déclarent être prêts à accepter un nouvel emploi dans l'industrie s'ils étaient en recherche.

L'INDUSTRIE EN RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES EN BREF



16 %

DE LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE TOTALE DE LA FRANCE EN 2021



AGROALIMENTAIRE, MÉTALLURGIE, PLASTURGIE
TROIS SECTEURS QUI CONCENTRENT LA MAJORITÉ DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE LA RÉGION



+4 %

D'EMPLOIS INDUSTRIELS ENTRE 2015 ET 2022



73

OUVERTURES NETTES DE SITES INDUSTRIELS EN 2023



14 %

DES IDE ACCUEILLIS PAR LA FRANCE EN 2023



18 %

DES SIÈGES DE START-UP INDUSTRIELLES EN 2023

LES ATOUTS DE LA RÉGION :



Une faible exposition aux risques environnementaux



Une haute qualité de vie et attractivité résidentielle



Une spécialisation industrielle forte : 12 pôles d'excellence



Des entreprises historiques présentes depuis des générations

LES VISIONS DES INDUSTRIELS ET HABITANTS DE LA RÉGION :



Des industriels attachés à leur territoire, portés vers de petites implantations d'usines, et surtout concernés par les enjeux du recrutement et du foncier



Des habitants qui perçoivent la réindustrialisation en cours, enclins à accepter un emploi dans l'industrie, et plus enclins à accepter près de chez eux l'ouverture d'usines de la pharmacie/santé, textile/mode, agroalimentaire, et électrique/électronique

SOMMAIRE

- 1. QUEL PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?**
- 2. QUEL EST LE POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LA RÉGION?**
- 3. COMMENT LES FRANÇAIS ET LES INDUSTRIELS VOIENT LA RÉINDUSTRIALISATION ?**
- 4. QUELLES STRATÉGIES POUR LES INDUSTRIELS DANS LA RÉGION?**
- 5. LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION**



LE PORTRAIT DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION

QUE DISENT LES DONNÉES ÉCONOMIQUES SUR L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?

POURQUOI ANALYSER LES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE LA RÉGION ?

- Cette section offre une grille de lecture pour se saisir de l'ampleur et de la dynamique de l'industrie au niveau territorial. Cette analyse économique, à l'échelle de la région, autour d'indicateurs de valeur ajoutée, emplois, stocks et création d'établissements permet de déceler les spécificités industrielles régionales qui peuvent se dissimuler derrière les moyennes nationales.
- Au travers de ces indicateurs, nous apportons des éléments sur les questions suivantes : quelles sont les tendances au sein des régions ? Les régions suivent-elles les mêmes tendances que le niveau national ? Quel est le poids de l'industrie dans l'économie totale ? Quelles sont les spécialisations sectorielles des régions ?

L'INDUSTRIE DANS L'Auvergne-Rhône-Alpes, selon les données économiques

- L'étude analyse des séries temporelles avec comme point de départ l'année 1995*, date souvent retenue comme marquant le début de la désindustrialisation en France. L'année 2015 quant à elle signale le regain d'intérêt national pour l'industrie et le début de la période de réindustrialisation.
- Ainsi, depuis 1995 l'évolution des différents indicateurs économiques en Auvergne-Rhône-Alpes reflète souvent une inflexion autour de l'année 2015.
 - Le poids en valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans l'économie d'Auvergne-Rhône-Alpes est passé entre 1995 et 2015 de 21,8 à 15,6% avant de se stabiliser (jusqu'à la période COVID).
 - Après des années de déclin, le nombre d'emplois industriels s'est stabilisé à partir de 2015 puis a connu un léger rebond pour atteindre 448 000 emplois en 2022.
- Le poids des créations d'établissements industriels dans l'économie totale (14%) reflète la place importante que l'industrie manufacturière continue d'occuper au sein de l'économie régionale.
- En Auvergne-Rhône-Alpes, l'étude des établissements permet de dégager la spécialisation sectorielle régionale. Les établissements industriels avec plus de 10 salariés sont principalement concentrés dans trois secteurs : l'agroalimentaire, la métallurgie et la plasturgie.

**Lorsque la donnée est disponible sur cette période, pour les créations d'établissements un changement de base de l'INSEE ne permet pas la comparaison des données pré-2013 avec les données post-2013)*

PÉRIMÈTRE : LORSQU'ON PARLE D'INDUSTRIE, À QUOI SE RÉFÈRE-T-ON ?

Dans les modélisations économiques qui suivent, il est question de **l'industrie manufacturière**.

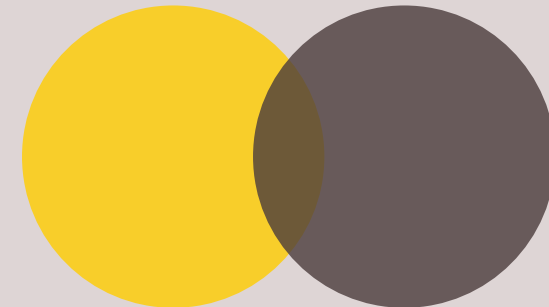
Il s'agit de toutes les activités liées à la transformation de matières premières en biens de consommation, incluant la conception et la production de ces biens. Il s'agit du périmètre économique retenu par RTE (Réseau de Transport d'Electricité) dans ses scénarios prospectifs* et par le Gouvernement dans ses objectifs de réindustrialisation.

Cela exclut :

- **Les industries extractives** : peu dimensionnantes (0,9 % de la valeur ajoutée totale de l'industrie en 2022), et bien que stratégiques pour ce qui est des matériaux critiques, elles ne peuvent être au cœur de la réindustrialisation, du fait des contraintes de ressources minières en France. Le sujet est plutôt, lorsque les minerais sont absents du territoire national ou inexploitable, d'en sécuriser l'approvisionnement par des importations.
- **Les industries énergétiques** : les besoins en énergie sont principalement déterminés par l'industrie manufacturière et résultent des hypothèses économiques de réindustrialisation. Ils font l'objet de travaux ad hoc de RTE, pour une sécurisation de l'approvisionnement énergétique (volume à produire au maximum en France ou à importer). A titre indicatif, les industries énergétiques représentent près de 13 % de la valeur ajoutée de l'industrie en 2022)
- **La gestion de l'eau et le traitement des déchets**

Pour une liste exhaustive des secteurs concernés, se référer aux catégories [Insee](#) de l'industrie manufacturière.

* RTE, [Futurs Énergétiques 2050](#), 2021



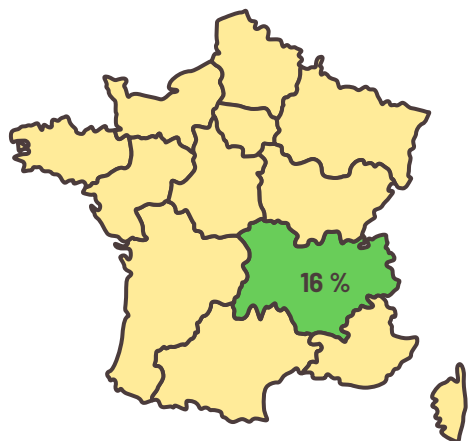
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

UNE APPROCHE PAR LA VALEUR AJOUTÉE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES CONTRIBUE À HAUTEUR DE 16% À LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE* DE LA FRANCE

- L'Auvergne-Rhône-Alpes représente 16% de la valeur ajoutée industrielle totale de la France en 2021.
- La région Auvergne-Rhône-Alpes, par son poids considérable dans le tissu industriel français, a un rôle important à jouer vis-à-vis de l'ambition nationale de réindustrialisation. L'objectif de réindustrialisation à horizon 2035 décrit par l'étude nationale suppose une augmentation de la valeur ajoutée de l'industrie de 5,3 % par an à prix courant à l'échelle du pays. Au vu du poids de la région dans l'industrie nationale, celle-ci aura un rôle clé à jouer dans cet effort de réindustrialisation.

Graphique 1. Valeur ajoutée : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021

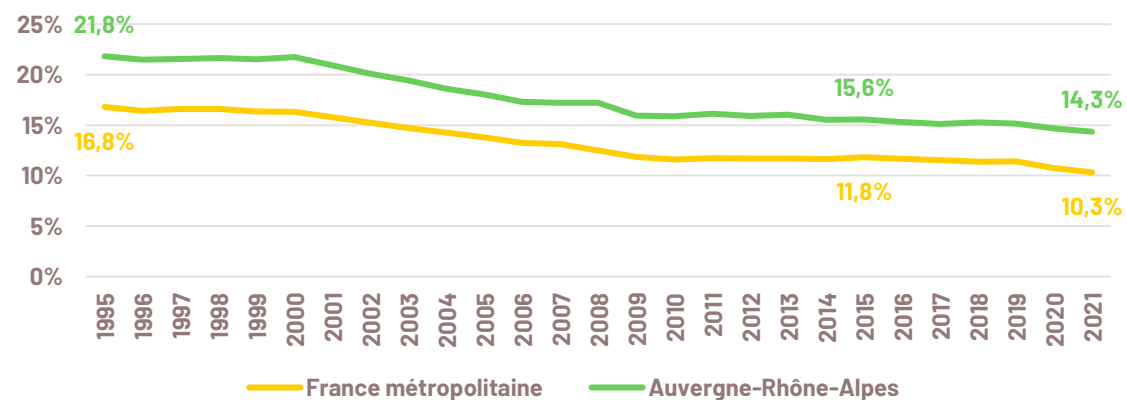


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee
*Industrie manufacturière

LE POIDS DE L'INDUSTRIE* DANS LA VA A DIMINUÉ EN FRANCE ET EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES MAIS L'INDUSTRIE JOUE TOUJOURS UN RÔLE IMPORTANT DANS L'ÉCONOMIE DE LA RÉGION

- Le poids de l'industrie manufacturière dans l'économie de la région Auvergne-Rhône-Alpes a significativement baissé, suivant la tendance nationale, entre 1995 et 2010. Cette baisse s'est ralentie depuis 2010 et l'indicateur s'est stabilisé à partir de 2015. A noter, la baisse observée en 2020-2021 peut être largement attribuée à la crise du COVID.
- L'augmentation de la part des services dans l'économie, aussi bien régionale que nationale, a également contribué à cet allègement du poids de l'industrie.

Graphique 2. Valeur ajoutée : Evolution du poids de l'industrie manufacturière dans l'économie totale (en %)



*L'étude nationale Bpifrance - Le Lab fait état d'une part de l'industrie manufacturière dans le PIB de 9,7% en 2023. Pour une granularité régionale et sectorielle pertinente, nous avons pu accéder aux données de VA jusqu'à 2021. Pour rappel, le PIB est la somme des VA, augmentée des impôts sur les produits (dont TVA) et diminuée des subventions sur les produits.

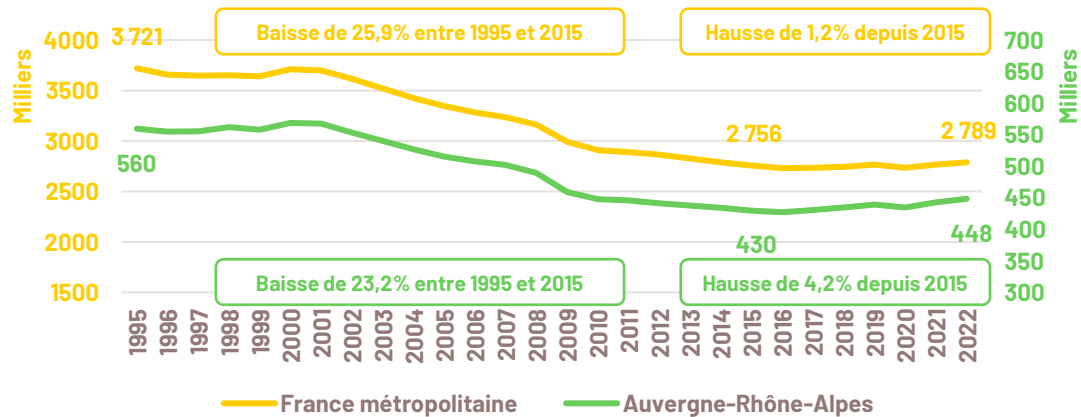
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS INDUSTRIELS MANUFACTURIERS

EN ABSOLU, LE RÉCENT REBOND DE L'EMPLOI INDUSTRIEL AU NIVEAU NATIONAL EST ÉGALEMENT VISIBLE AU NIVEAU RÉGIONAL

- L'étude nationale a établi que **pour accomplir l'objectif de réindustrialisation, il faudrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois industriels supplémentaires par an** entre 2023 et 2035. **Cependant, ces créations d'emplois varieront selon les secteurs**, du fait de différences structurelles en gains de productivité. Les spécialisations sectorielles de chaque région joueront dès lors un rôle important dans les magnitudes de créations d'emplois industriels lié à la réindustrialisation.
- **L'emploi dans l'industrie manufacturière en région Auvergne-Rhône-Alpes a connu un déclin moins prononcé que celui ressenti au niveau national entre 1995 et 2015.**
- Dans la région comme au niveau national, **on observe un rebond, avec des créations nettes d'emplois, depuis 2015-2016.** L'année 2020, pour laquelle on observe un repli temporaire des emplois industriels, fait figure d'exception due à la crise sanitaire.

Graphique 3. Emplois : Evolution du nombre d'emplois industriels*

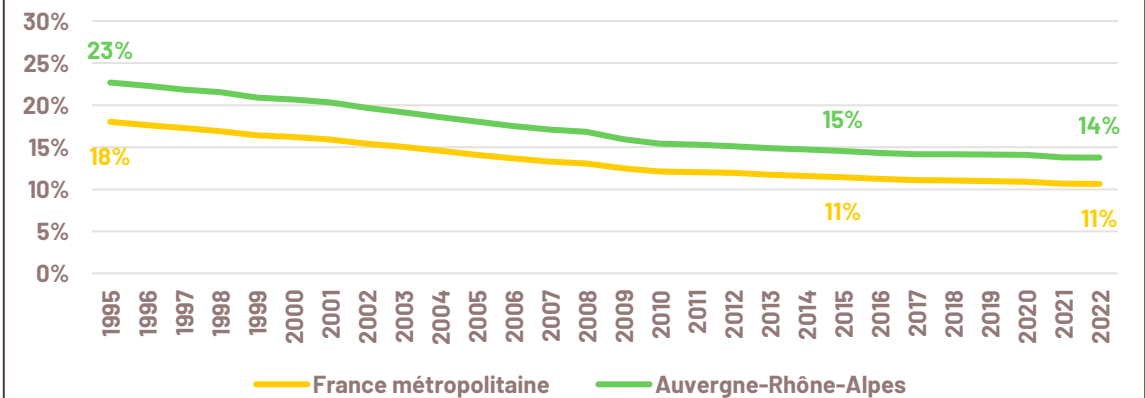


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
*Industrie manufacturière

EN RELATIF, LA PART DE L'EMPLOI INDUSTRIEL DANS L'EMPLOI TOTAL A DIMINUÉ TANT AU NIVEAU NATIONAL QU'AU NIVEAU RÉGIONAL

- La part des emplois industriels dans l'emploi total est en baisse depuis 1995. **Mais on observe également sur cet indicateur une stabilisation autour des années 2015-2016.**
- L'ampleur de la baisse observée depuis 1995 peut être nuancée en considérant le phénomène de réorganisation interne des entreprises et d'externalisation d'une partie des fonctions (comptabilité, informatique, logistique, etc.) vers des prestataires de services qui a conduit à un transfert d'emplois de l'industrie vers le tertiaire.
- **Si la part de l'emploi industriel dans l'emploi total a baissé par le passé tant au niveau national qu'au niveau de la région Auvergne-Rhône-Alpes, celui-ci représente toujours une part non négligeable de l'économie locale** (14% de l'emploi total en 2022), plus importante que la part de l'emploi industriel dans l'emploi total au niveau national.

Graphique 4. Emplois : Evolution du poids des emplois industriels* dans l'emploi total



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
*Industrie manufacturière

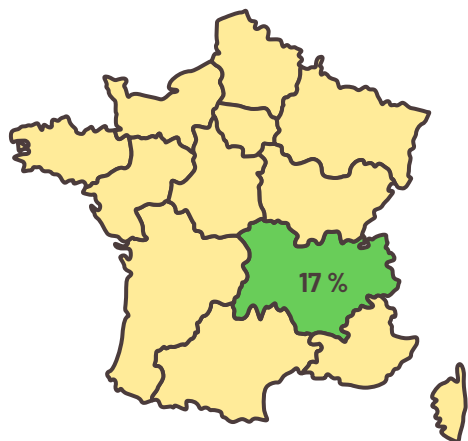
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

UNE APPROCHE PAR LE STOCK D'ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

L'AGROALIMENTAIRE, LA MÉTALLURGIE ET LA PLASTURGIE REPRÉSENTENT PLUS DE LA MOITIÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

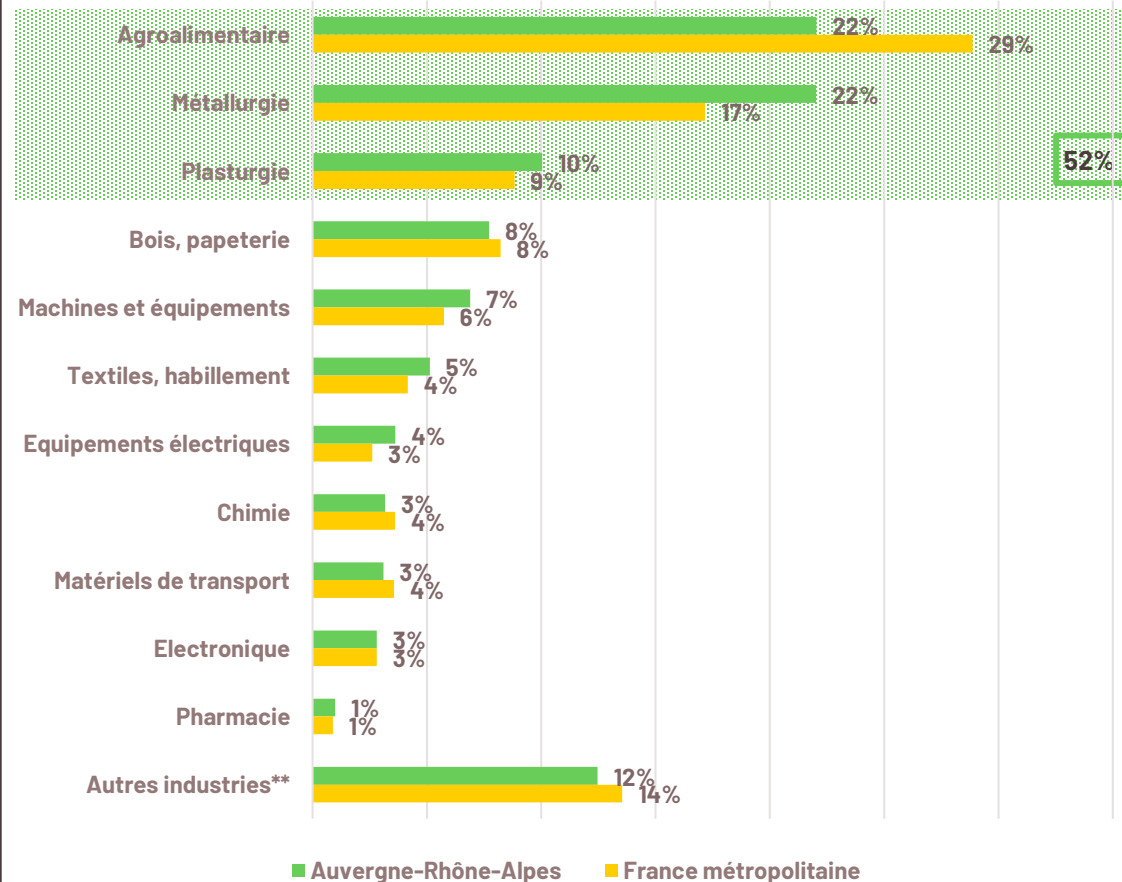
- Les établissements industriels de plus de 10 salariés se concentrent principalement dans **les secteurs de l'agroalimentaire (22%) et de la métallurgie (22%)**.
- Entre paysages montagneux, terres fertiles et traditions culinaires renommées, l'Auvergne-Rhône-Alpes offre un cadre idéal à l'essor de l'industrie agroalimentaire. Des sites industriels de Tradival (viandes et produits élaborés) et de la Société des Eaux de Volvic (eau) y sont par exemple présents.
- Historiquement, la région a bénéficié de fortes dotations en hydroélectricité, propices à l'établissement de l'industrie métallurgique, par exemple du côté des Alpes. Aujourd'hui encore, des entreprises comme Trimet en Maurienne (métallurgie de l'aluminium) et Ug'ring en Tarentaise (sidérurgie) sont des représentants actifs du secteur dans la région.

Graphique 5 – Nombre d'établissements : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021



*Le champ d'analyse se base sur les 13 régions de France métropolitaine, hors DROM

Graphique 6. Répartition sectorielle des établissements* de l'industrie manufacturière en 2021 (en %)



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores
*à partir de 10 salariés

** Autres industries comprend « Cokéfaction et raffinage » et « Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements »

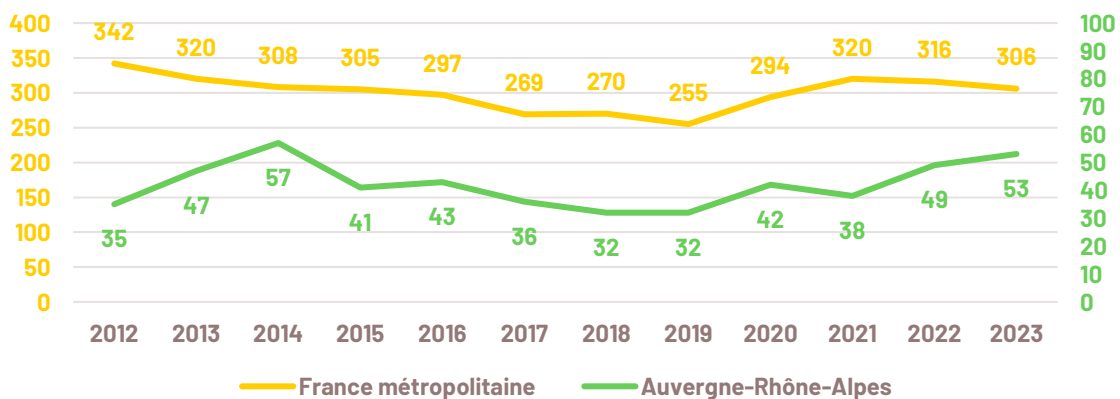
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

UNE HAUSSE DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS*

- Pour cet indicateur, nous nous penchons sur les créations d'établissements dans l'industrie manufacturière avec plus de 10 salariés. Avec ce seuil, nous cherchons à centrer notre recensement sur les usines et centres de R&D d'entreprises industrielles, ce qui passe par l'exclusion des activités artisanales (par exemple, les boulangeries) qui ne s'inscrivent pas dans le périmètre de la réindustrialisation.
- La période d'inflexion observée en 2019 au niveau national et régional coïncide avec l'impulsion donnée par les programmes de l'Etat et un écho médiatique autour de la réindustrialisation.
- En Auvergne-Rhône-Alpes, **on observe une hausse de l'attractivité de la région pour l'accueil des établissements industriels de plus de 10 salariés**, depuis 2018-2019. En 2023, la région se place dans le top 3 des régions accueillant le plus de créations d'établissements industriels de plus de 10 salariés.

Graphique 7. Nouveaux établissements : Dynamique des créations dans l'industrie*



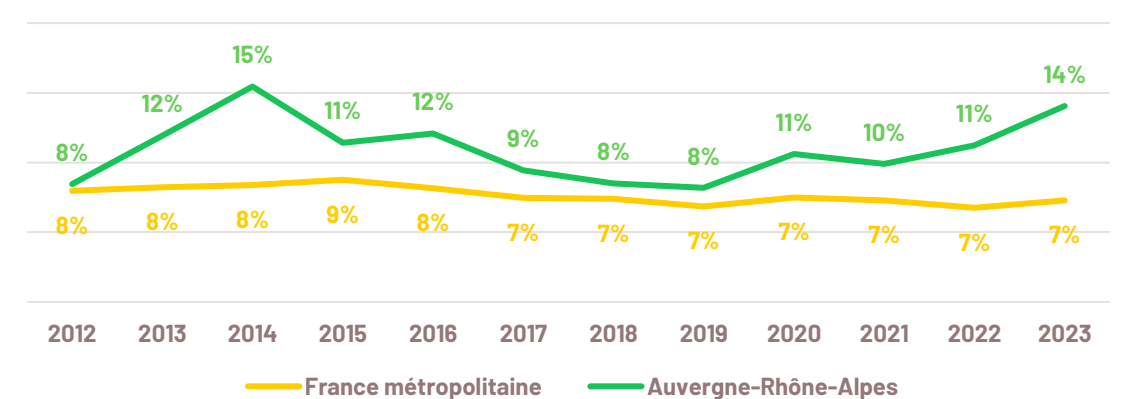
Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE (la base SIDE ne contient pas de données antérieures à 2013 et la base précédemment en vigueur, REE, n'est pas comparable)

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

DANS LA RÉGION, DEPUIS 2019 UNE PART GRANDISSANTE DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS SE FONT DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

- Comme perçu à travers les autres indicateurs, l'industrie occupe une place importante dans l'économie de la région.
- Même si une tendance est difficile à dessiner à partir de ces données de créations d'établissements (le nombre d'établissements de plus de 10 salariés créés par an au niveau régional étant relativement bas, la série reflète une certaine volatilité), on observe que lorsque 8% des créations d'établissements de plus de 10 salariés en Auvergne-Rhône-Alpes se faisaient dans l'industrie manufacturière en 2018, ce chiffre atteint 14% en 2023.

Graphique 8. Nouveaux établissements : Evolution du poids de l'industrie* dans l'économie totale



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

OUVERTURES DE SITES, IDE, PRÉSENCE DE START-UP INDUSTRIELLES, ETI : UNE RÉGION DYNAMIQUE

73 ouvertures nettes de sites industriels en 2023

(Baromètre industriel de l'Etat, DGE)

Ouvertures:

- **Ninkasi** dans la brasserie à Tarare
- **Carbogen Amcis** dans la pharmacie à Saint-Beauzire
- **Paprec** dans la gestion des déchets à Clermont-Ferrand
- **Soitec** dans les semi-conducteurs à Bernin

Fermetures:

- **PRP Création** dans le flaconnage à Veyziat
- **ZF-PWK Mécacentre** dans les équipements automobiles à Saint Etienne

Avec 167 IDE, l'Auvergne-Rhône-Alpes capte 14% des IDE accueillis par la France en 2023

A l'échelle de la France, ce sont 44% des IDE annoncés qui concernent implantations ou extensions d'usines.

(Baromètre EY de l'Attractivité de la France)



Newcleo dans le nucléaire à Lyon



Haupt Pharma dans la pharmacie à Livron



Iveco Group dans le transport vert à Annonay

454 sièges de start-up industrielles en 2023, soit 18% des sièges des 2 523 start-up industrielles françaises.

(Observatoire des startups industrielles, Bpifrance)



Verkor dans les batteries pour véhicules électriques à Grenoble



Carbios dans la chimie biologique à Clermont-Ferrand



Quobly dans la microélectronique à Grenoble



Carthera dans la medtech à Lyon



Etotem dans la recharge pour véhicules électriques à Saint-Etienne

Parmi les établissements de l'industrie manufacturière dans la région, 5% ont plus de 200 salariés* en 2021

(Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores)



Aktid dans les centres de tri et recyclage à Chambéry



Energy Pool dans la gestion de l'énergie au Bourget-du-Lac



Kalray dans les microprocesseurs à Montbonnot-Saint-Martin

*Ici, le champ d'analyse comprend uniquement les établissements de plus de 10 salariés

2

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA RÉGION

UN NOUVEAU PAYSAGE INDUSTRIEL SE DESSINE DANS LES RÉGIONS FRANÇAISES DE DEMAIN

L'industrie a profondément marqué le territoire français et ses paysages. Seulement, **l'industrie ne pourra plus choisir son territoire comme auparavant. La sobriété foncière qu'impose l'objectif Zéro Artificialisation Nette (ZAN), l'impératif d'une gestion plus sobre de l'eau, la pénurie des compétences bouleversent le rapport de l'industrie aux territoires.** A l'aune de ces nouveaux critères, chaque région présente son lot d'atouts et de limites.

De là notre effort pour comprendre le paysage industriel régional, en partant des besoins des industriels et des dispositions des territoires. Entre la cathédrale industrielle et son prérequis foncier, la PME arrimée à son territoire et attachée à une main-d'œuvre locale qu'elle a formée depuis plusieurs décennies, et la start-up industrielle qui naît sur un territoire mais passera potentiellement à l'échelle sur un autre, les besoins de chacun sont éminemment hétérogènes.

Les dispositions du territoire sont, elles, analysées à travers **une cartographie du potentiel de développement industriel des régions** se basant sur:

- 33 critères alimentés par des bases de données publiques disponibles et comparables au niveau national (cf. page suivante);
- Répartis en 5 familles ou « capitaux » : le capital physique (foncier et infrastructures logistiques), le capital écosystémique (culture et poids historique de l'industrie), le capital humain (élèves en formation industrielle), le capital qualité de vie (mobilité, soins, services, solde migratoire), et le capital environnemental (risques de sécheresse et d'inondation).

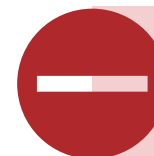
Notre analyse du potentiel industriel régional se caractérise par trois approches :

- Les critères de notre cartographie sur lesquels la région se démarque ;
- Le niveau d'hétérogénéité des zones d'emploi qui composent la région ;
- Les zones d'emploi qui tirent particulièrement la région vers le haut et qui présentent le plus fort potentiel.



CE QU'EST CE TRAVAIL

Une grille de lecture pour apprécier, en première analyse, le potentiel de développement industriel des territoires, sur la base de **critères transverses à l'ensemble de l'industrie** (pas de critère sectoriel)



CE QU'IL N'EST PAS

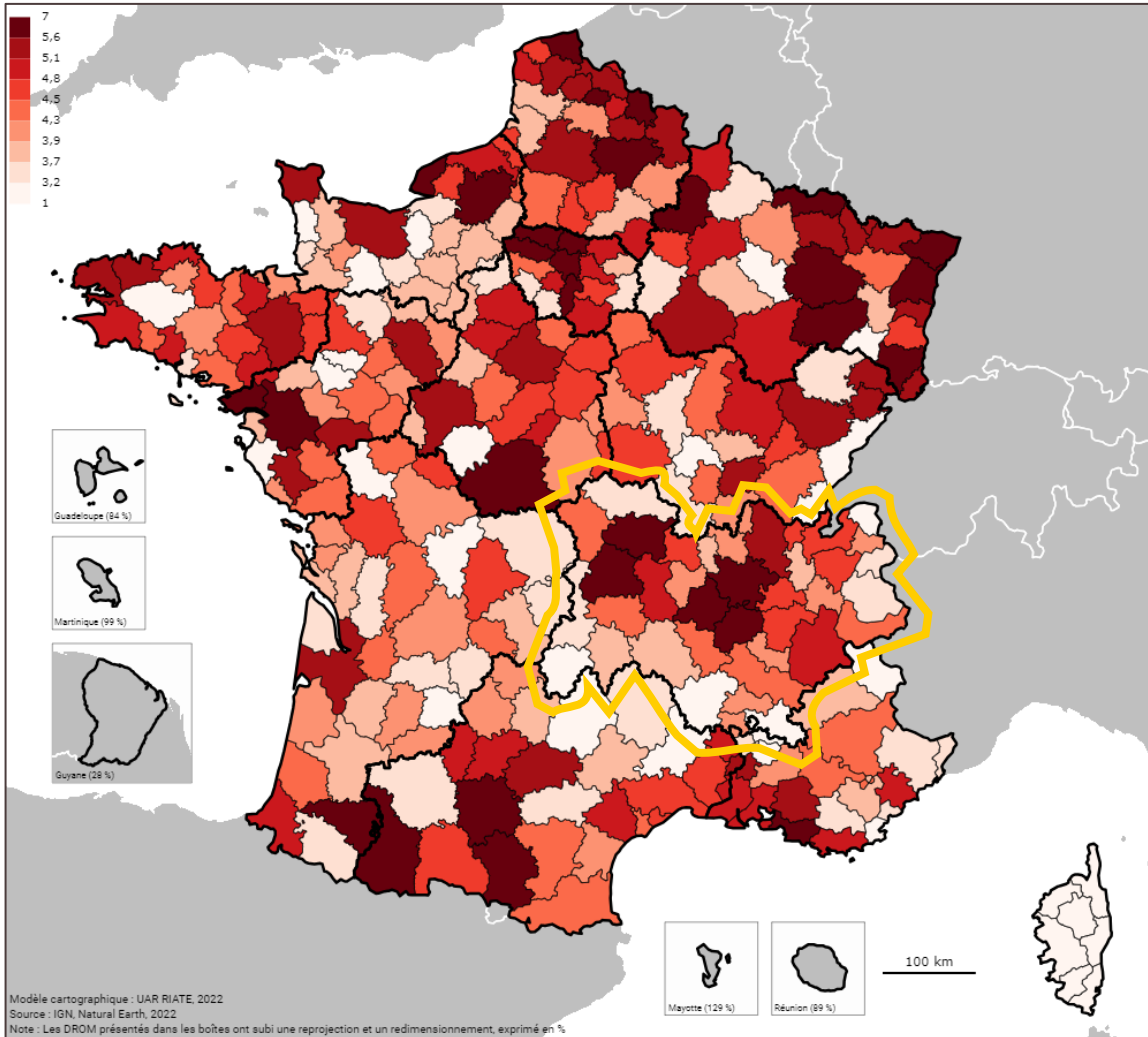
- Il ne permet pas à un industriel de déterminer son territoire d'implantation. **Charge à chaque entreprise d'approfondir la cartographie Bpifrance Le Lab avec une analyse de son marché et de son secteur.**
- Il ne traite pas de la politique industrielle ou économique portée par l'Etat. **Il n'y est question ni de coût du travail, ni de coût de l'énergie, ni de fiscalité économique nationale**, mais uniquement de critères locaux d'attractivité industrielle.
- **Il ne traduit pas la stratégie des territoires.**
- **Il n'est pas une analyse des DROM, par manque de données disponibles.**

LES 33 CRITÈRES D'APPRÉCIATION DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES TERRITOIRES

Famille et pondération		Dimension et sous-pondération		Indicateur	Source
Capital physique	41%	Foncier	53%	Surface de sites clés en main (Ha)	ANCT, DGE
				Surface de foncier économique (Ha)	Banque des Territoires, France Foncier +
				Surface de friches industrielles disponibles (Ha)	Cartofriches (Cerema)
				Surface accordée à des activités industrielles (m ²)	Sitadel2 (Min. transition écologique)
		Infrastructures logistiques	47%	Proximité d'une autoroute	Association des Sociétés Française des Autoroutes
				Nombre de gares de fret	SNCF
				Tonnage brut du port maritime rattaché à la zone d'emploi	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
				Tonnage brut des aéroports rattachés à la zone d'emploi	UAF (union des aéroports français)
Capital écosystémique	29%	Ecosystème industriel	54%	Evolution des créations d'emplois industriels 2017-2019 (Nombre)	Insee, Flores
				Nombre d'emplois salariés dans le secteur de l'industrie manufacturière	Insee, Flores
				Part d'emplois dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, RP 2020
				Taux de création d'entreprises dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, REE 2021
				Nombre de pôles d'excellence (IRT, pôles de compétitivité, PUI)	DGE, Ministère de l'ens. supérieur et de la recherche
				Nombre de sites industriels issus du top 100 des usines françaises selon leurs effectifs	L'Usine Nouvelle
		Gouvernance	31%	Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 1 (2018-2023) (%)	ANCT
				Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 2 (2023-2027) (%)	ANCT
		Culture / Histoire	16%	Nombre de sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs (Seveso)	Géorisques
				Nombre d'entreprises du patrimoine vivant (EPV)	Institut National des Métiers d'Art
Age moyen des entreprises industrielles (années)	SIRENE				
Capital humain	20%	Compétences	80%	Nombre de diplômés dans l'industrie hors cursus ingénieur	Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
			15%	Taux de chômage (%)	Insee
			5%	Présence d'au moins une école de production	Fédération Nationale des Écoles de Production
Capital qualité de vie	7%	Mobilité	25%	Moyenne du nombre de liaisons ferroviaires de voyageurs pondérées par la population	Autorité de régulation des transports
				Temps de trajet moyen entre le domicile et le travail (minutes)	Insee, RP 2020, Metric 2021
				Présence d'un métro, tram ou RER	Wikipedia
		Solde migratoire	25%	Evolution de la population due au solde migratoire 2014-2020 (Nombre)	Observatoire des territoires
		Accès aux soins	25%	Nombre de consultations médicales accessibles par habitant par an (indicateur APL)	DREES
Centralité des servcs. et équipt.	25%	Indicateur de centralité des services et équipements	Observatoire des territoires		
Capital environnemental	3%	Sécheresses	40%	Indicateur de résilience aux sécheresses à horizon 2035	Bpifrance, Direction des Risques à partir de données GIEC, Météo France, BRGM, CCR, Géorisques
		Inondations	40%	Indicateur de résilience aux inondations à horizon 2035	
		Autres catastrophes naturelles	20%	Indicateur de résilience aux retraits/gonflements des argiles à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux incendies à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux vagues de chaleur à horizon 2035	

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DES TERRITOIRES INDUSTRIELS

Cartographie du potentiel de développement industriel des territoires



Capital	Carte (zones d'emploi)	Pondér.*
Physique		41%
Ecosys.		29%
Humain		20%
Qualité de vie		7%
Env.tal		3%

Quels critères sont priorités par les industriels pour s'implanter ?

La pondération entre les différents capitaux a été établie par Bpifrance Le Lab à partir des priorités exprimées par les dirigeants industriels considérant une prochaine implantation dans une enquête nationale représentative.

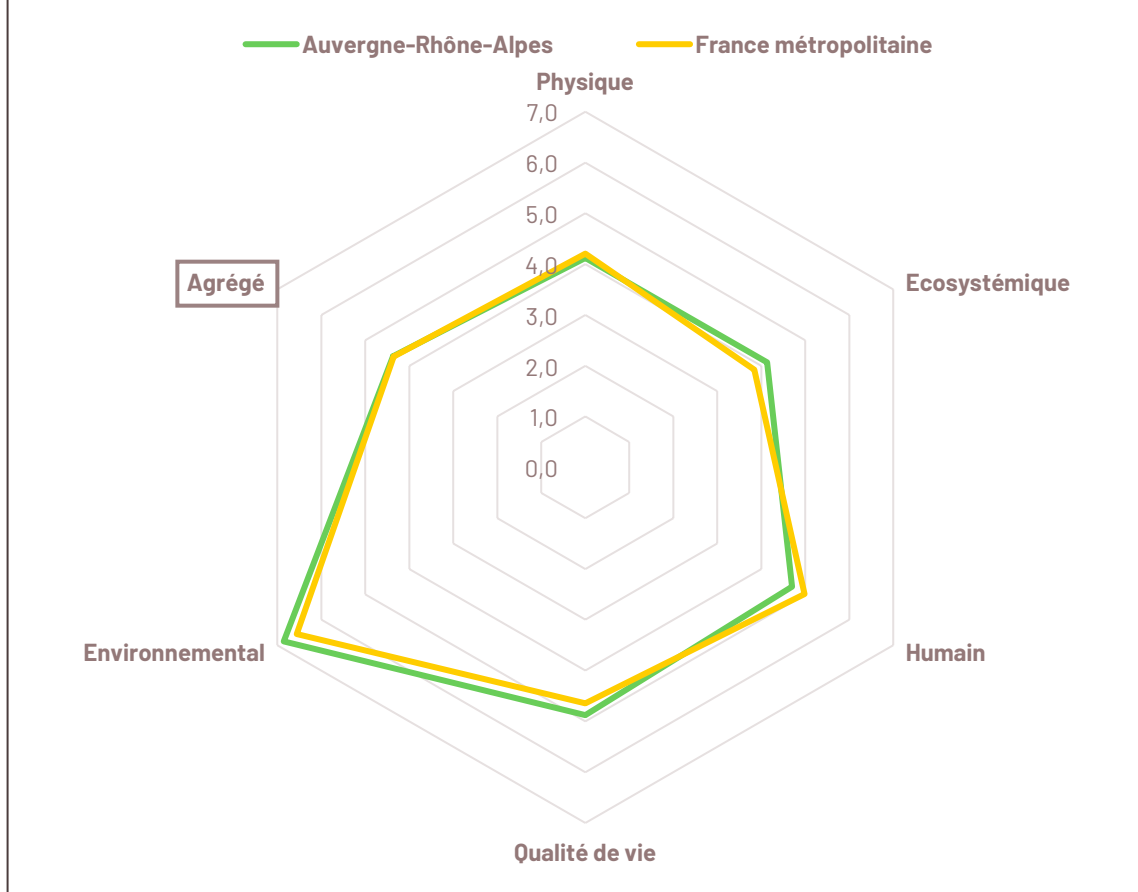
Au niveau national, les industriels considèrent d'abord le foncier, les talents et la présence d'infrastructures. Viennent ensuite la proximité à son marché, la qualité du dialogue avec les élus locaux, le cadre de vie local, la culture et l'histoire industrielle, la ressource en eau et/ou l'exposition aux risques naturels, et enfin, les centres de recherche.

Ces neuf critères sont ici regroupés en cinq grandes familles, et font ressortir en priorité le capital physique, qui regroupe notamment le foncier et les infrastructures, deux des trois critères en tête de liste des priorités des industriels.

*Pondération adaptée des industriels : Source : Enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles, pondération effectuée à partir d'un reclassement des réponses à la question « Quels critères regarderez-vous en priorité pour votre prochaine implantation industrielle ? »

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DES TERRITOIRES INDUSTRIELS COMMENT SE POSITIONNE LA RÉGION PAR RAPPORT AU NIVEAU NATIONAL ?

Graphique 7. Radar du potentiel des territoires industriels :
positionnement de la région par rapport à la moyenne nationale



COMMENT LIRE LE RADAR RÉGIONAL DU POTENTIEL INDUSTRIEL ?

L'indicateur pour la région est une moyenne des indicateurs des zones d'emploi qui la composent. Les indicateurs des régions sur les différents capitaux se répartissent entre 3,3 et 7,8.

Chaque région présente son lot d'atouts et de limites. Nous comparons ici deux indicateurs de la cartographie du potentiel des territoires industriels : **l'indicateur de la région, en vert**, avec **l'indicateur national, en jaune**, ce qui permet de révéler sur quels capitaux la région se distingue.

Les **indicateurs régionaux** sont construits en prenant la moyenne des indicateurs des zones d'emploi qui constituent la région.

L'**indicateur national** est construit en prenant la moyenne des indicateurs de toutes les zones d'emploi de France métropolitaine, hors DROM.

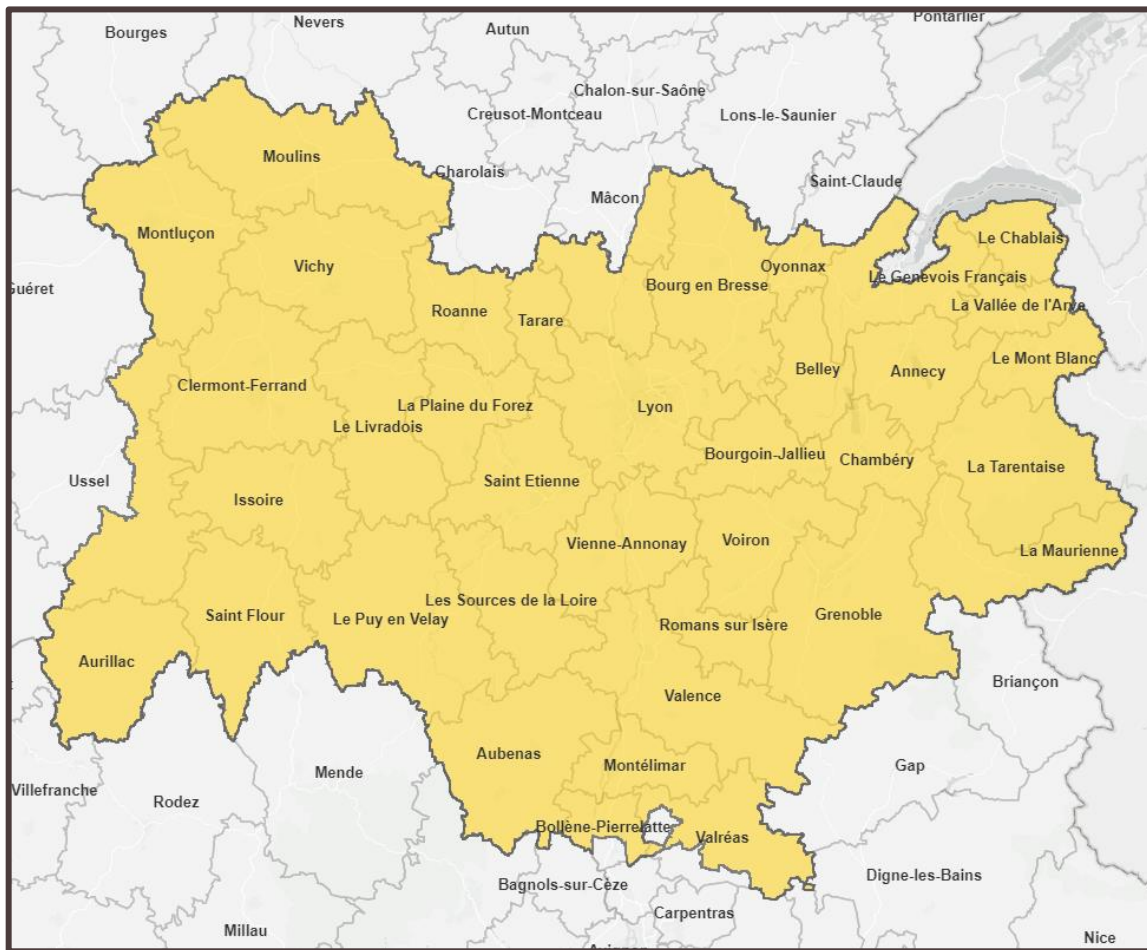
QUE RETENIR DU POSITIONNEMENT DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES ?

En pondérant les 5 familles de capitaux du graphique 7 ci-contre, pour la région Auvergne-Rhône-Alpes l'indicateur agrégé s'élève à 4,4, au même niveau que celui de l'indicateur national.

La région se démarque particulièrement par son fort capital environnemental, avec une exposition relativement faible aux sécheresses et inondations, et bénéficie également d'un bon capital qualité de vie, elle dispose par exemple d'une bonne connexion au réseau ferroviaire et d'un temps de trajet domicile-travail moyen plutôt court. Le capital écosystémique de la région s'explique par un nombre important de pôles d'excellence et d'entreprises du patrimoine vivant. Sur le capital physique, la région est en ligne avec le national. Le capital humain est inférieur au national, ce qui s'explique en partie par une réserve de main d'œuvre relativement moindre.

Les zones d'emploi de **Vienne-Annonay** et **Vichy** se distinguent particulièrement par leurs larges disponibilités foncières, alors que celles de **Lyon, Annecy** et **Le Mont Blanc** se détachent par leur qualité de vie.

LES ZONES D'EMPLOI DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Source : Fonds de carte INSEE, superposées avec ArcGIS

L'ANALYSE PAR ZONES D'EMPLOI

Dans cette déclinaison régionale de l'étude Industrie & Territoire de Bpifrance Le Lab, nous sommes en mesure de **rentrer en détail dans le potentiel de développement industriel de chaque région**, avec une granularité au niveau de la zone d'emploi.

Pour rappel, une zone d'emploi est un **espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent**, et dans lequel les entreprises peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le découpage en zones d'emploi n'est pas un découpage administratif, mais un découpage réalisé par l'INSEE à des fins d'analyses statistiques. Le zonage constitue une partition du territoire adaptée aux études sur le marché du travail et définit également des territoires pertinents pour les diagnostics locaux. La France compte 306 zones d'emplois, dont 287 hors DROM.

La région Auvergne-Rhône-Alpes compte 36 zones d'emploi. Cette carte identifie par son nom chaque zone d'emploi dont le territoire est totalement, ou partiellement inclus dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Cette identification est particulièrement utile pour la lecture des différentes cartes présentées dans les slides suivantes.

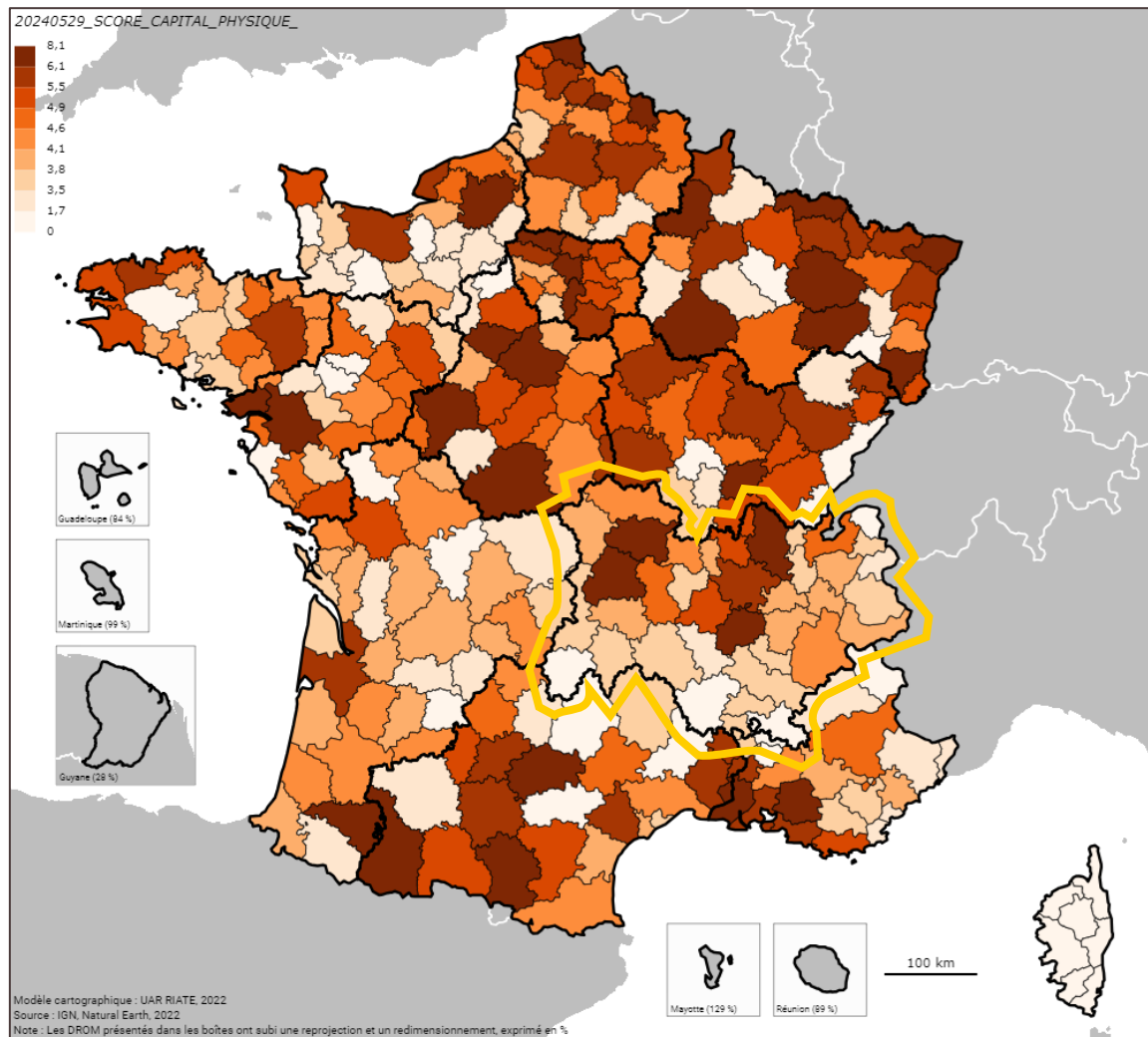
TRAITEMENT DES ZONES D'EMPLOI TRANSRÉGIONALES

Certaines zones d'emploi s'étendent sur plus d'une région. Au niveau national, on compte 14 de ces zones d'emploi, dénommées « **transrégionales** », que nous avons affectées à une région chacune, selon les règles suivantes :

- Région dans laquelle se situe la ville éponyme de la zone d'emploi
- Lorsque la zone d'emploi ne prend pas le nom d'une ville, région qui prend la plus grande superficie de la zone d'emploi

Ainsi, pour cette étude, la zone d'emploi de Bollène-Pierrelatte a été rattachée à l'Auvergne-Rhône-Alpes (alors que la zone d'emploi de Mâcon a été rattachée à la Bourgogne-Franche-Comté, celle d'Ussel à la Nouvelle Aquitaine)

LE CAPITAL PHYSIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Qu'entend-on ici par capital « physique » de l'industrie ? La présence de disponibilités foncières et d'infrastructures logistiques, qui figurent parmi les premiers critères en tête pour une implantation industrielle.

Cette carte affiche les surfaces de sites clé en main, de foncier économique, de friches industrielles disponibles et accordées à des activités industrielles, la proximité d'une autoroute, le nombre de gares de fret, le tonnage des ports maritimes et des aéroports. Elle ne prend pas en compte la structuration locale des observatoires fonciers, les terrains déjà alloués, ou sous promesse de vente, ou le raccordement électrique**.

UN CAPITAL PHYSIQUE INÉGALEMENT RÉPARTI ENTRE LES ZONES D'EMPLOI DE LA RÉGION

La région se distingue par de larges zones foncières (495 Ha de sites clé en main contre 235 en moyenne par région). Elle est particulièrement pourvue en infrastructures : elle est traversée par des axes autoroutiers majeurs comme l'A7 (Lyon-Marseille), l'A6 (Paris-Lyon), ou encore l'A40 (Mâcon-Passy allant en Suisse) qui facilitent l'acheminement de marchandises industrielles. L'aéroport de Lyon-Saint Exupéry et la concentration d'axes fluviaux font de la région une plateforme multimodale stratégique pour la logistique.

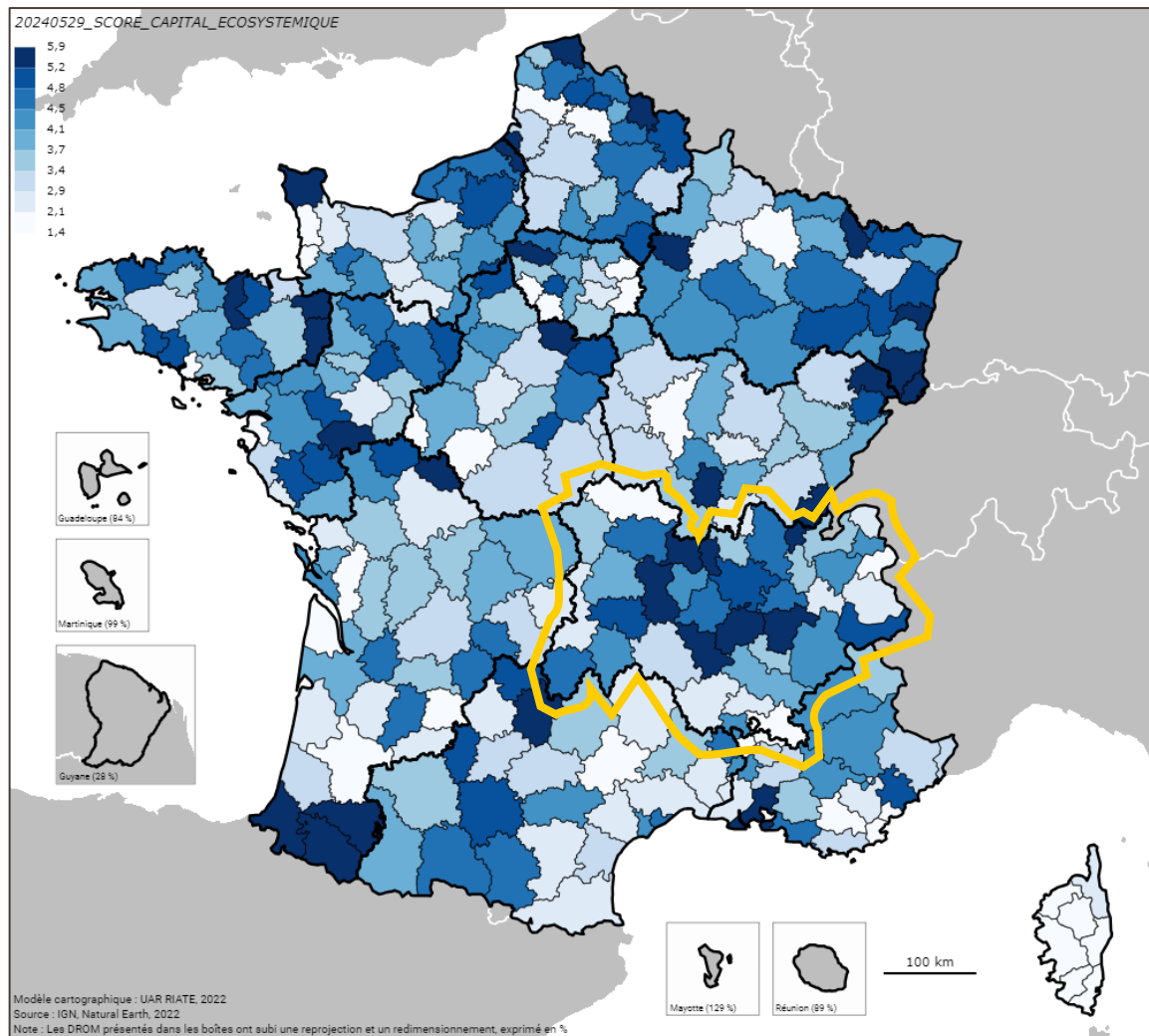
Au sein de la région se révèlent des écarts assez importants de potentiel physique entre bassins d'emploi, entre poches de dynamisme dans le nord-ouest de la région et des zones moins dotées et en quête d'impulsion dans le sud et à l'est.

La zone d'emploi de Vienne-Annonay est la plus pourvue en sites clés en main de France (340 Ha), devant Vichy et Clermont-Ferrand qui font elles aussi partie des 10% des zones d'emploi les plus pourvues en foncier au niveau national. Lyon, Saint-Etienne et Clermont-Ferrand font quant à elles partie des zones d'emploi les plus pourvues en infrastructures, réunissant à elles seules 56 gares de fret. Certaines zones d'emploi sont en contraste totalement dépourvues de foncier et en infrastructures : c'est le cas par exemple de Aubenas, Aurillac, ou encore Le Chablais, les causes étant parfois à chercher du côté du relief montagneux ou des terrains agricoles, qui limitent le développement de ce capital.

*Les régions analysées concernent la France métropolitaine, hors DROM

**Pour une analyse complète des indicateurs, se référer à l'étude [Industrie et Territoires](#) de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024.

LE CAPITAL ÉCOSYSTÉMIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Une spécialisation industrielle, reflet de chaînes de valeur (donneurs d'ordre, sous-traitants, concurrents...) et de pôles de compétitivité structurés, une dynamique passant notamment par le dialogue entre le territoire et ses entreprises, l'attachement à un patrimoine et des savoirs-faires industriels... Ces atouts économiques, parfois immatériels, sont précieux pour tout nouveau projet industriel, et il est difficile de les recréer. Cette carte saisit le capital « écosystémique » des zones d'emploi françaises.

Cette carte prend en compte l'emploi et les entreprises industrielles, les pôles de compétitivité et de recherche, la présence du dispositif Territoires d'Industrie, le nombre de sites Seveso (présentant des risques d'accidents), le nombre d'Entreprises du Patrimoine Vivant (EPV) et l'âge moyen des entreprises industrielles. Elle ne prend pas en compte d'indicateurs d'innovation et de R&D (notamment caractérisées par les SATT*).

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL IMPORTANT

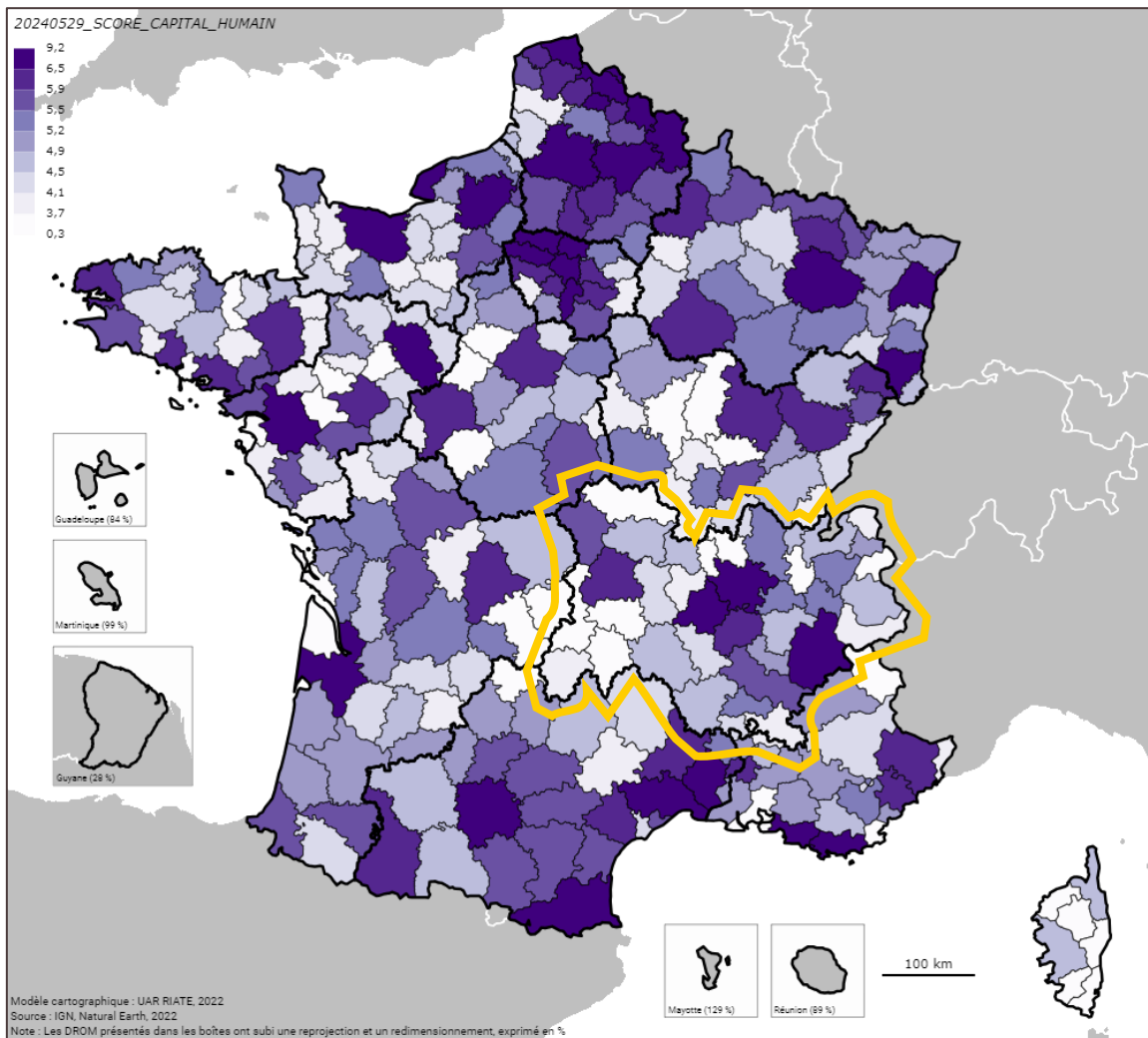
La région se distingue particulièrement par un taux d'emplois industriels plus important que la moyenne nationale. La tendance était à la destruction d'emplois industriels entre 2017 et 2019 : le solde des créations et des destructions s'élève à - 1 513, néanmoins cette tendance s'est renversée depuis sur la période 2020-2022. La région se positionne en première place nationale en termes de grands sites industriels : elle compte 17 parmi les 100 plus grandes usines françaises. Aussi, 12 pôles d'excellence sont répartis sur la région (contre en moyenne 7 pôles d'excellence par région*). Enfin, en moyenne 62% des zones d'emploi de la région sont couvertes par le dispositif Territoires d'Industrie.

Au sein de la région se révèlent des disparités de potentiel écosystémique entre bassins d'emploi qui dessinent un tableau économique nuancé. Le centre de la région apparaît en effet comme mieux doté que les zones d'emploi qui l'entourent.

Ce sont en particulier les zones d'emploi d'Oyonnax, de La Vallée de l'Arve, des Sources de la Loire, et Le Livradois qui affichent des taux d'emploi industriel supérieurs à 30%. Valence a créé plus de 1 000 emplois industriels entre 2017 et 2019 tandis que Clermont-Ferrand et Lyon en ont détruit respectivement 3 900 et 1 800 sur la même période.

*SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies

LE CAPITAL HUMAIN



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Face aux tensions sur le marché du travail, les industriels pointent du doigt la pénurie de compétences comme obstacle majeur à leur développement. Le capital « humain » est représenté par la disponibilité et les compétences de la main d'œuvre sur le territoire.

Cette carte prend en compte trois indicateurs : Le nombre d'élèves en dernière année de formation industrielle (BAC+2 et BAC+3 qui forment aux métiers d'ouvriers qualifiés, de techniciens, et d'agents de maîtrise), la présence d'écoles de production et le taux de chômage, qui révèle des viviers de demandeurs d'emploi. Cette carte ne prend pas en compte les ingénieurs ou BAC+5, ni la qualité de la formation ou des métiers recherchés.

UN VIVIER DE TALENTS PRÉSENT, DANS LA MOYENNE RÉGIONALE*

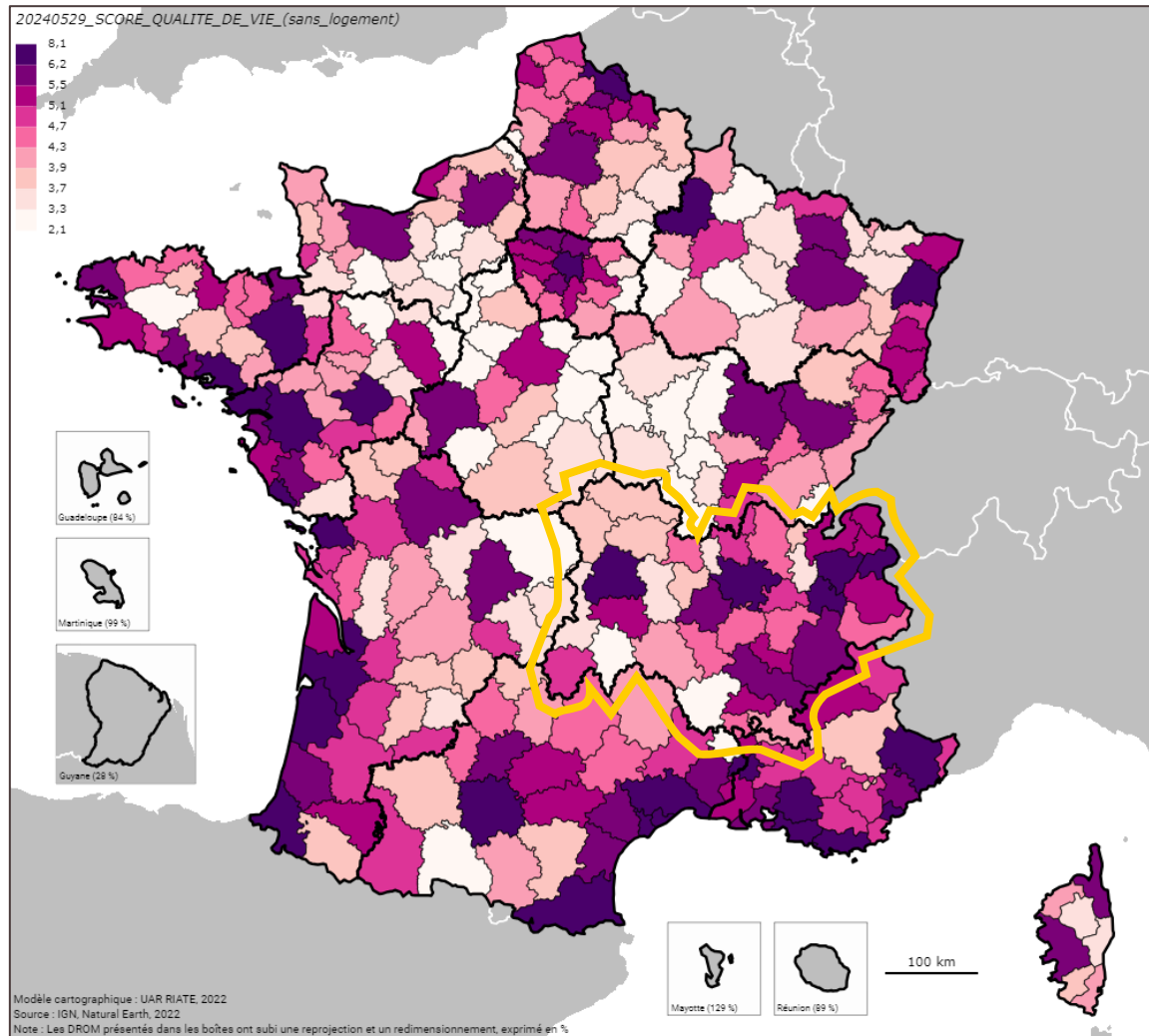
La région Auvergne-Rhône-Alpes fait partie de celles qui forment le plus aux carrières de l'industrie. En 2022, la région forme 8 110 élèves en dernière année de cursus en voie professionnelle ou BTS dans des formations liées à l'industrie, représentant 11% des talents industriels français, notamment grâce aux IUT offrant des formations spécialisées (logistique et gestion de production industrielle, science des matériaux, compétences pratiques en mécanique, qualité, maintenance industrielle).

Six zones d'emploi comprennent des écoles de production : Lyon, Saint-Etienne, Grenoble, Annecy, Les Sources de la Loire et Villefranche-sur-Saône.

La deuxième réserve de main d'œuvre potentiellement disponible pour l'emploi industriel est celle des travailleurs au chômage. Dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, le taux de chômage est légèrement inférieur au taux de chômage national (6,3% vs 7,1% au niveau national). Certaines zones d'emploi affichent cependant des taux de chômage plus élevés : c'est le cas d'Aubenas, de Bollène-Pierrelatte et de Montluçon qui affichent des taux proches de 10%.

*Hors cursus ingénieur

LE CAPITAL QUALITÉ DE VIE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte évalue l'attractivité résidentielle des zones d'emploi françaises. Quand bien même un territoire est doté d'un fort potentiel industriel, il faut également qu'il soit attractif et puisse offrir un bon cadre de vie aux travailleurs.

Cette carte prend en compte l'accès aux soins, la mobilité, la proximité des services et le solde migratoire. Elle ne prend pas en compte le prix du logement car il s'agit d'un critère qui peut être source comme conséquence de l'attractivité, ce qui la rend difficile à interpréter.

LA RÉGION DISPOSE D'UNE ATTRACTIVITÉ RÉSIDENTIELLE IMPORTANTE

La région présente le solde migratoire régional le plus favorable de France : le solde équilibrant les arrivées et les départs entre 2014 et 2020 s'élève à 43 000 personnes (en comparaison, la moyenne par région s'élève à + 15 900). L'accès aux soins est en accord avec la moyenne nationale : un habitant de la région Auvergne Rhône Alpes a accès en moyenne à 3,6 consultations médicales par an, ce qui est suffisant mais inférieur au seuil satisfaisant*. Concernant la mobilité, la région est la mieux desservie de France : la moyenne des liaisons ferroviaires pondérée par le nombre d'habitants est de 580. Cela place la région nettement au-dessus de la moyenne nationale par région s'élevant à 343.

L'attractivité résidentielle est toutefois hétérogène au sein de la région : Lyon affiche un solde migratoire de plus de 15 000 personnes, le Genevois Français de plus de 5 000 et Annecy de plus de 3 000. Sur la même période, Montluçon connaît un solde de -898 personnes, Moulins - 319 et Saint Flour - 132.

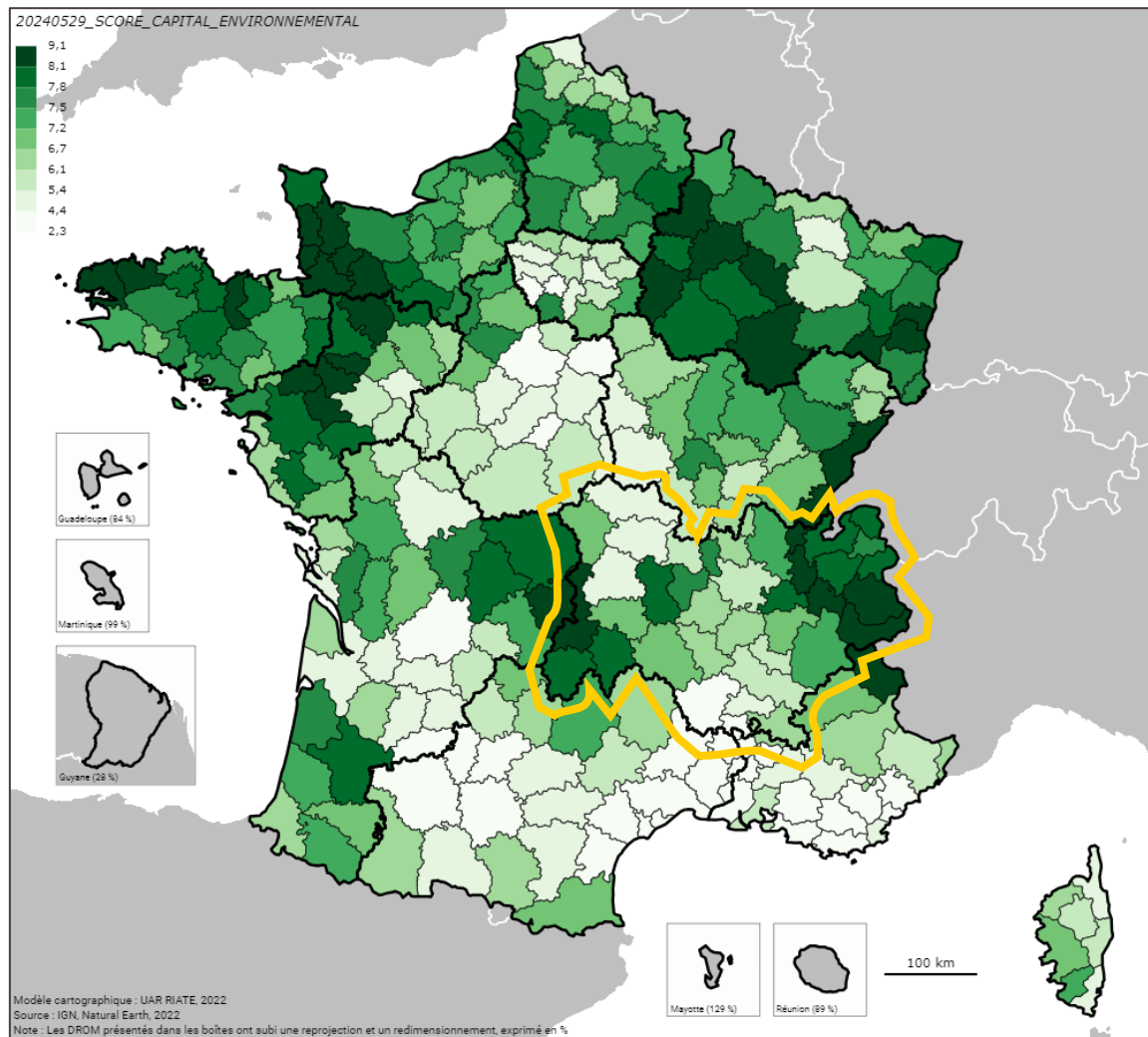
Certaines zones sont très attractives en termes de mobilité : c'est notamment le cas de Lyon, Clermont-Ferrand, Grenoble et Chambéry. En contraste, certaines zones de la région ne sont pas reliées du tout par voie ferroviaire : c'est le cas d'Aubenas et de Belley.

Certaines zones bénéficient de l'attractivité caractéristique des grandes villes : les zones d'emploi de Lyon, Annecy, Le Mont Blanc, Grenoble, Valence, Clermont-Ferrand, Saint Etienne et Chambéry proposent une trentaine de commerces et services en moyenne, ce qui en fait des centres dits intermédiaires** tandis que certaines zones sont moins bien fournies en commerces, comme Saint-Flour ou Aubenas.

*Code de la santé publique, 2017

**Centralités : comment les identifier et quels rôles dans les dynamiques locales et intercommunales? INRAE-CESAER, l'ANCT, 2019.

LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte du capital de « résilience environnementale » représente la résilience des zones d'emploi aux risques physiques liés au changement climatique de 2025 à 2035, à partir de projections Bpifrance. Plus une zone est foncée, plus elle est résiliente.

Cette carte prend en compte 5 type de résilience : résilience aux risques de sécheresses, aux risques d'inondation, aux risques de retrait-gonflement des argiles, aux vagues de chaleur et aux incendies. Elle ne prend pas en compte la disponibilité des ressources naturelles ni la présence de sites de biodiversité à protéger.

LA RÉGION EST PARTICULIÈREMENT EXPOSÉE AUX RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

La région figure parmi les plus résilientes aux catastrophes naturelles craintes par les industriels, mais cette résilience est hétérogène selon les zones d'emploi.

La région se démarque par rapport au reste du pays par résilience aux sécheresses, inondations, mouvements d'argile et aux incendies. Elle est néanmoins très exposée aux vagues de chaleur. Il s'agit en effet de la région la plus exposée aux vagues de chaleur en France.

Certaines zones d'emploi sont plus touchées que d'autres : si les zones d'emploi de la Savoie et de la Haute-Savoie sont épargnées de la sécheresse, l'Allier connaît de nombreux événements de sécheresse. L'Ardèche est plus exposée aux inondations que les autres départements et l'Allier est très touchée par les mouvements d'argile.

Pour finir, Oyonnax, Belley, et La Maurienne affichent une résilience environnementale comprise parmi les 10% meilleures de France.

3

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

I. FOCUS SUR LES RÉPONDANTS DES ENQUÊTES

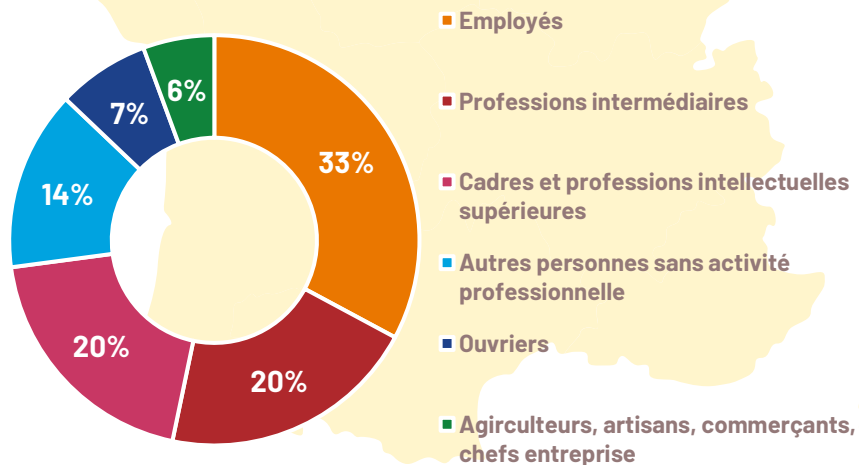
**II. PERCEPTIONS CROISÉES ENTRE CITOYENS ET
INDUSTRIELS**

DÉMOGRAPHIE DES RÉPONDANTS - ENQUÊTE AUPRÈS DES FRANÇAIS

5 000 répondants en France

44 % d'hommes et 56 % de femmes

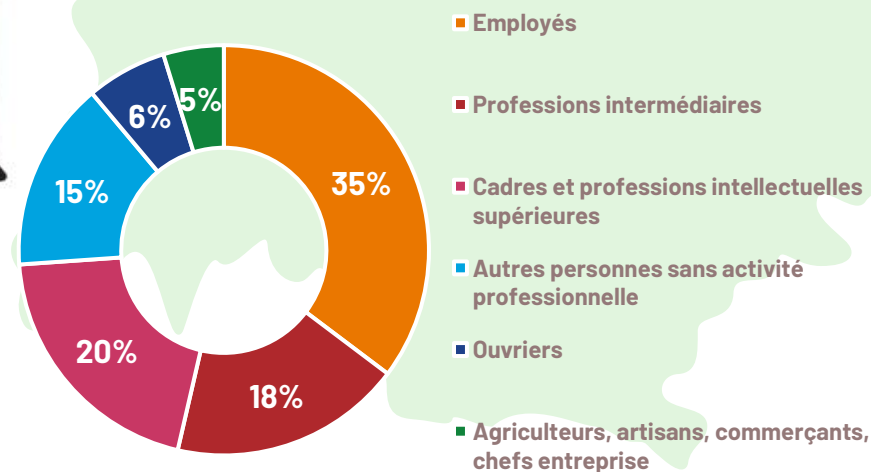
43 % ont plus de 55 ans, 34 % ont entre 35 et 54 ans et 23 % ont moins de 35 ans



Dont 567 en région Auvergne-Rhône-Alpes

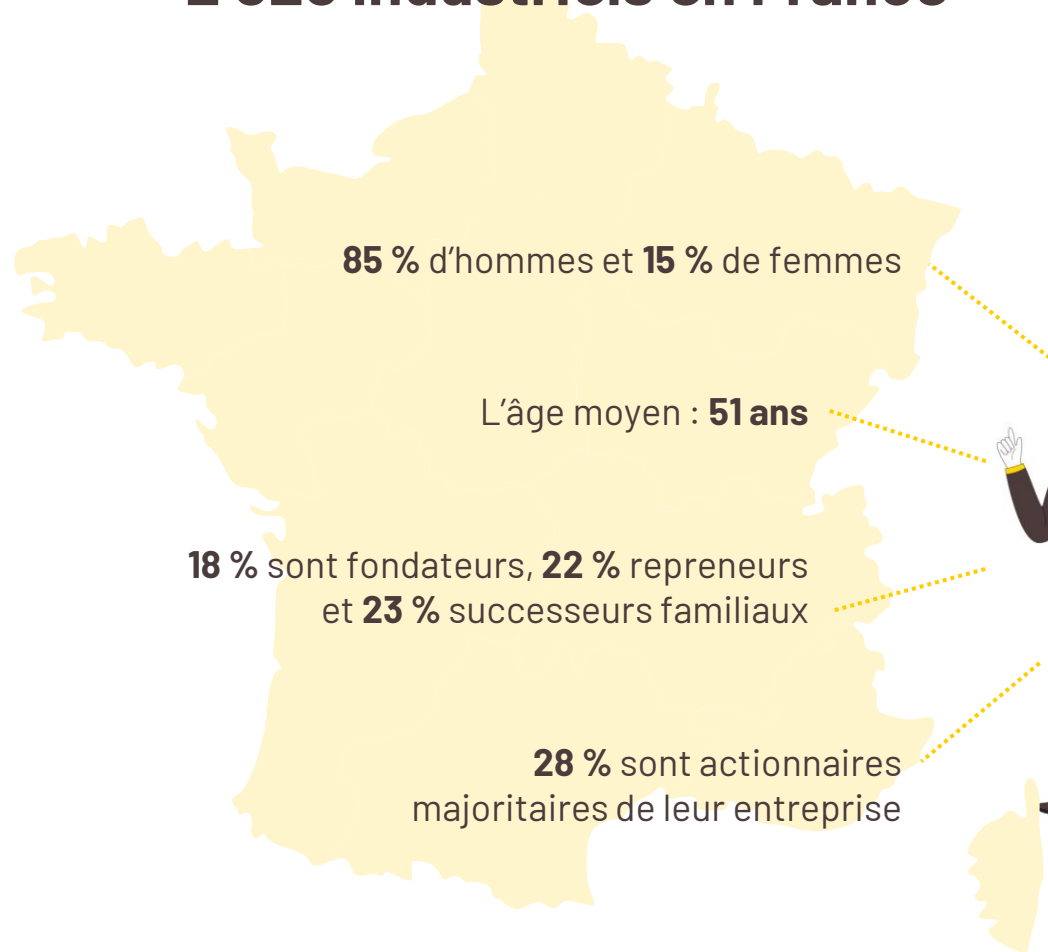
44 % d'hommes et 56 % de femmes

37% ont plus de 55 ans, 39 % ont entre 35 et 54 ans et 24 % ont moins de 35 ans

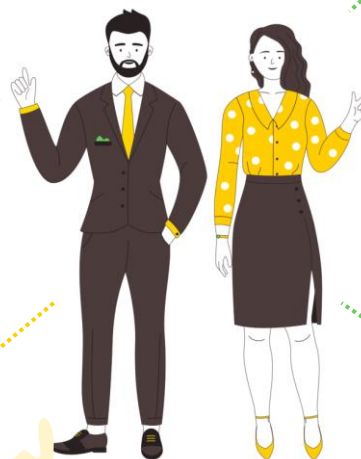
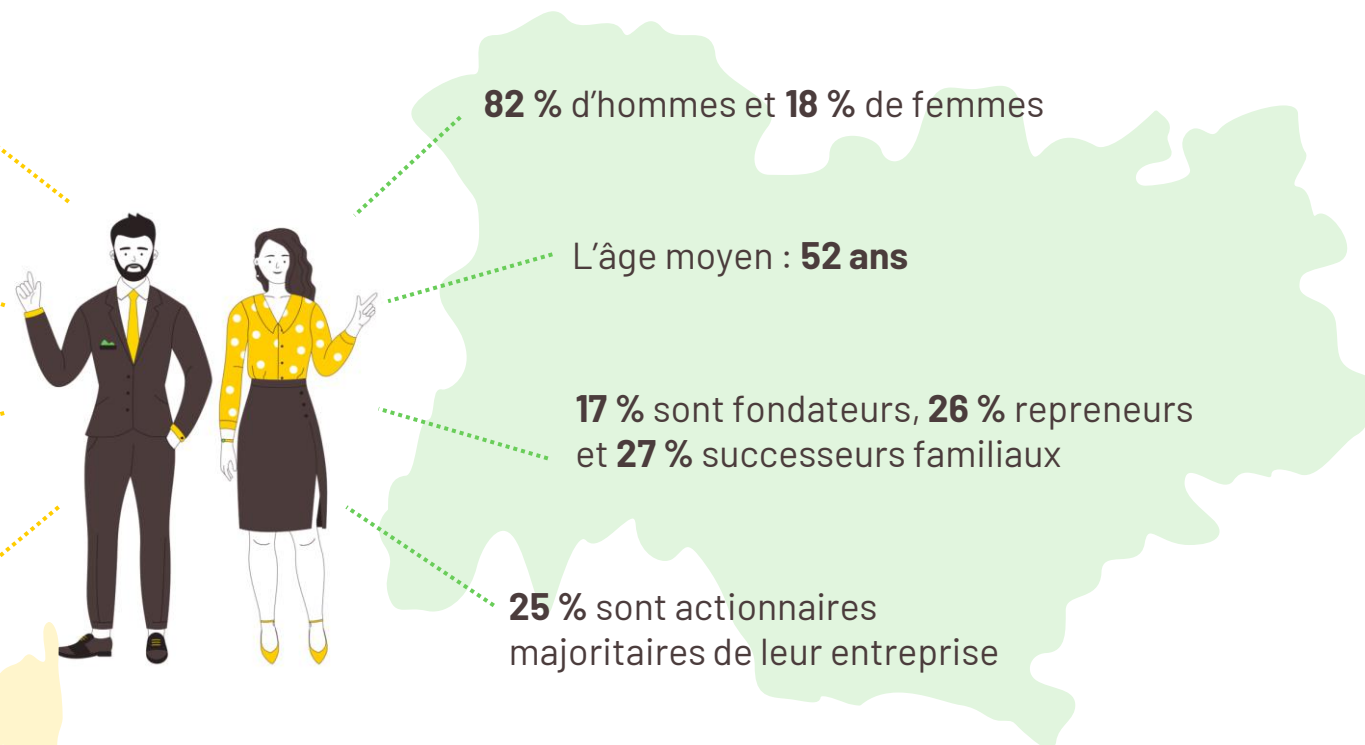


*L'étude concernant la société civile est constituée d'un échantillon de 5 000 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.
Les répondants de la région Auvergne-Rhône-Alpes représentent 567 personnes.

2 828 industriels en France



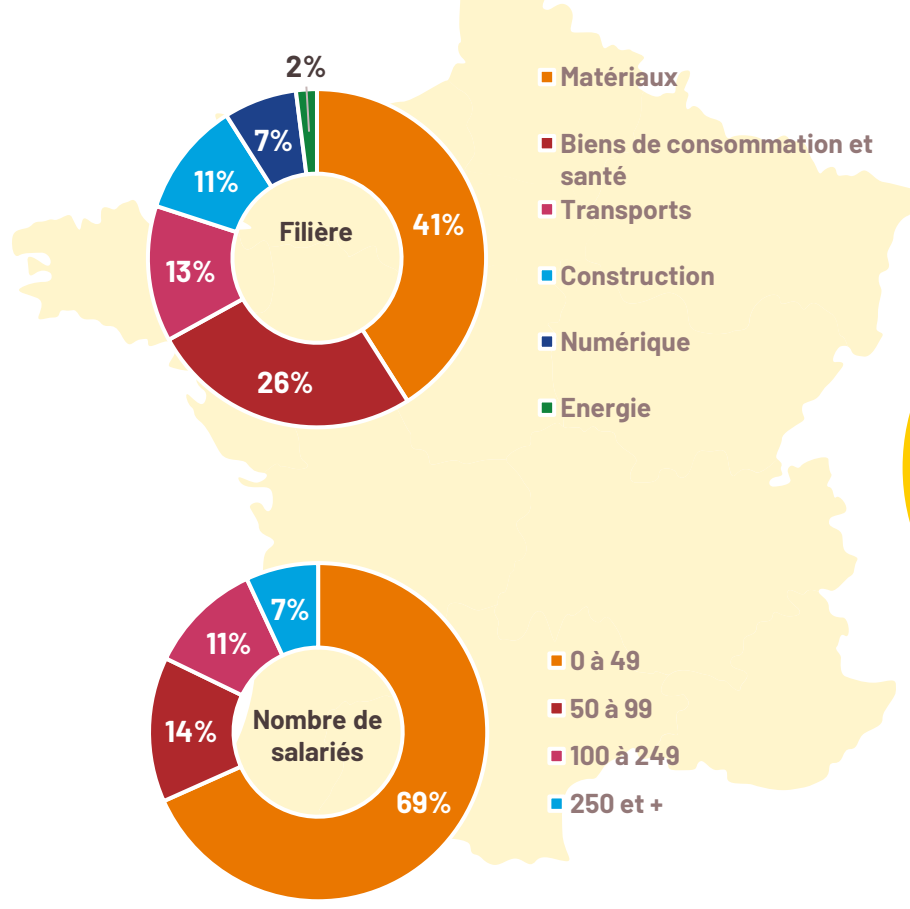
Dont 316 en Auvergne-Rhône-Alpes



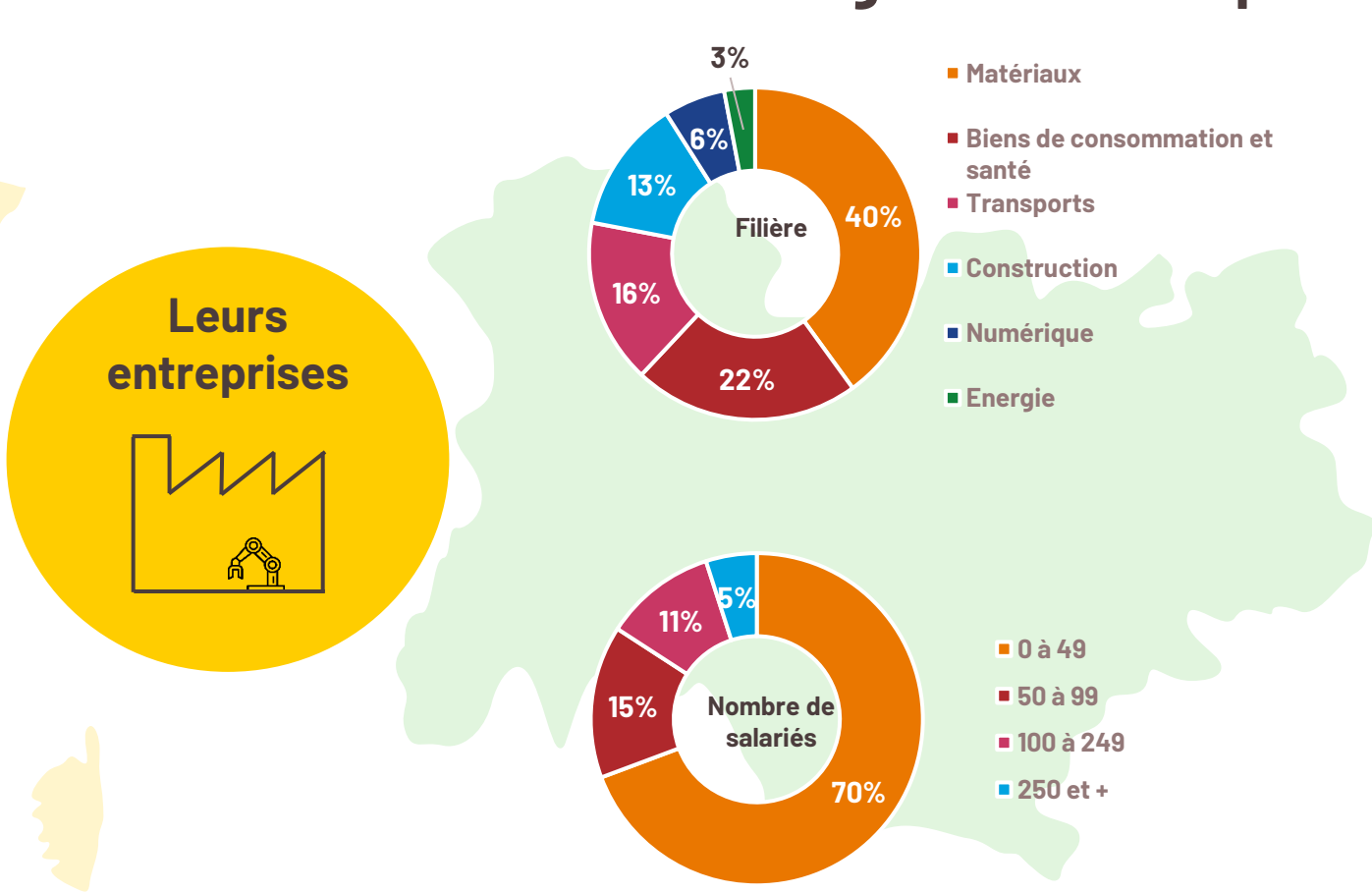
*L'étude concernant les dirigeants industriels est constituée d'un échantillon de 2 828 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.
Les répondants de la région Auvergne-Rhône-Alpes représentent 316 personnes.

PROFILS DES ENTREPRISES - ENQUÊTE AUPRÈS DES DIRIGEANTS INDUSTRIELS

2 828 industriels en France



Dont 316 en Auvergne-Rhône-Alpes



LES FRANÇAIS PERÇOIVENT D'AVANTAGE LA RÉINDUSTRIALISATION QUE LES DIRIGEANTS

DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS SONT MOINS NOMBREUX À ESTIMER QU'UNE RÉINDUSTRIALISATION EST EN COURS

- Les industriels d'Auvergne-Rhône-Alpes perçoivent moins la réindustrialisation en cours que leurs homologues dans le reste de la France.
- Les industriels de la région Auvergne-Rhône-Alpes sont 31% à penser que la France est dans une phase de réindustrialisation. À l'échelon national, c'est 35% des répondants qui pensent que c'est le cas.

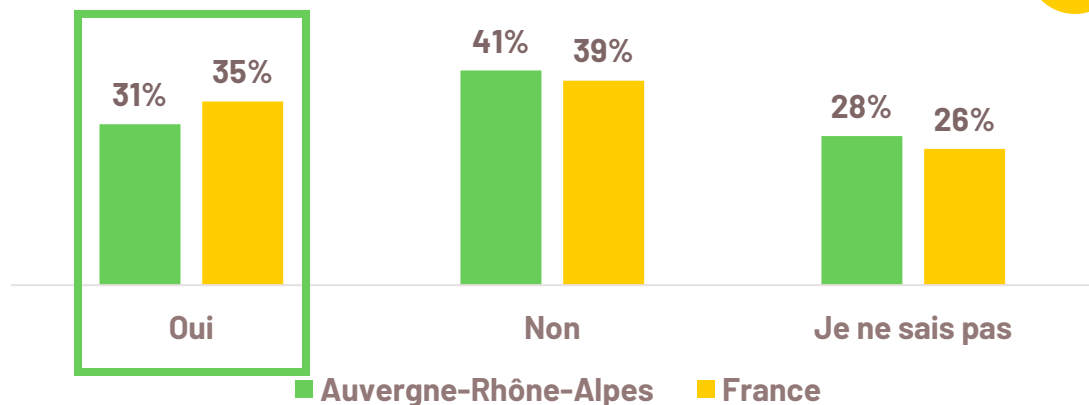
DANS LA RÉGION, LES CITOYENS SONT PLUS OPTIMISTES QUE LES DIRIGEANTS DE LA RÉGION ET PLUS EN PHASE AVEC LA MOYENNE NATIONALE

- Les Français sondés dans notre échantillon sont 40% à estimer que la France est dans une phase de réindustrialisation, ce qui est davantage que les dirigeants industriels (35%).
- Les habitants d'Auvergne-Rhône-Alpes sont 40% à estimer qu'une réindustrialisation est en cours, à un niveau donc plus élevé que les dirigeants industriels de leur territoire (31%).

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

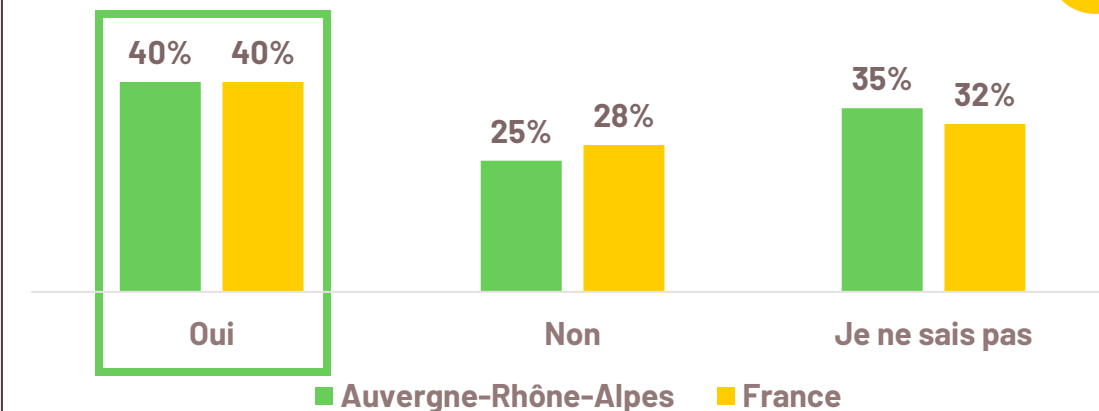
Dans un contexte lié aux enjeux de souveraineté à la suite des crises successives de la Covid et la guerre en Ukraine, on observe que 40% Français perçoivent la réindustrialisation, laissant supposer que les prises de décision récentes ont eu un effet sur leur perception, plus importante que celle des industriels. Ces derniers apparaissent plus sceptiques : seuls 35% perçoivent la réindustrialisation. En France, la réindustrialisation peut sembler une injonction politique, dont les effets concrets demeurent encore limités. Si le temps politique est acquis à la réindustrialisation, le temps social est plus lent.

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de la région Auvergne-Rhône-Alpes représentent 316 personnes

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français d'Auvergne-Rhône-Alpes représentent 567 personnes

DIRIGEANTS INDUSTRIELS ET HABITANTS PARTAGENT UNE VISION DE L'EMPREINTE INDUSTRIELLE DE LEUR TERRITOIRE

DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS PERÇOIVENT UNE INDUSTRIE RESTÉE SOLIDE DANS LEUR TERRITOIRE

- Les industriels ont tendance à percevoir une industrie restée largement résiliente à travers le temps dans leur territoire (82%).
- En Auvergne-Rhône-Alpes, seuls 7% des industriels estiment que leur territoire n'a jamais été un grand territoire industriel, comparé à 19% des industriels au niveau national, ce qui témoigne de la forte reconnaissance de la tradition industrielle du territoire.

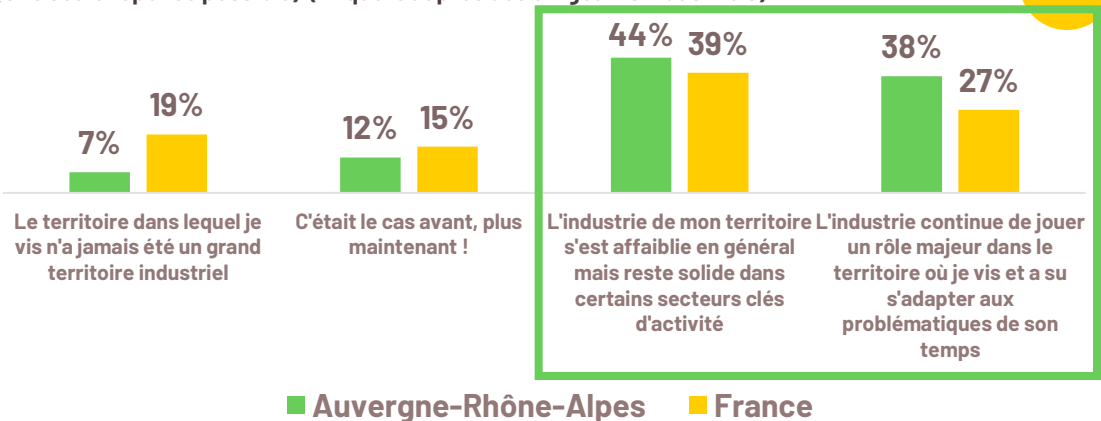
LES CITOYENS DE LA RÉGION PERÇOIVENT LA RÉSILIENCE INDUSTRIELLE DE LEUR RÉGION MAIS SONT PLUS MITIGÉS

- Une majorité des habitants de la région Auvergne-Rhône-Alpes s'accordent sur la résilience de l'industrie dans leur territoire (55%). C'est plus qu'au niveau national, mettant ainsi en avant l'ancrage profond de l'industrie dans le paysage régional.
- Les citoyens sondés sont plus mitigés et moins catégoriques que les industriels de la région. Alors que seuls 7% des industriels en AURA pensent que la région n'a jamais été un « grand territoire industriel », c'est 25% des citoyens sondés qui se prononcent ainsi.

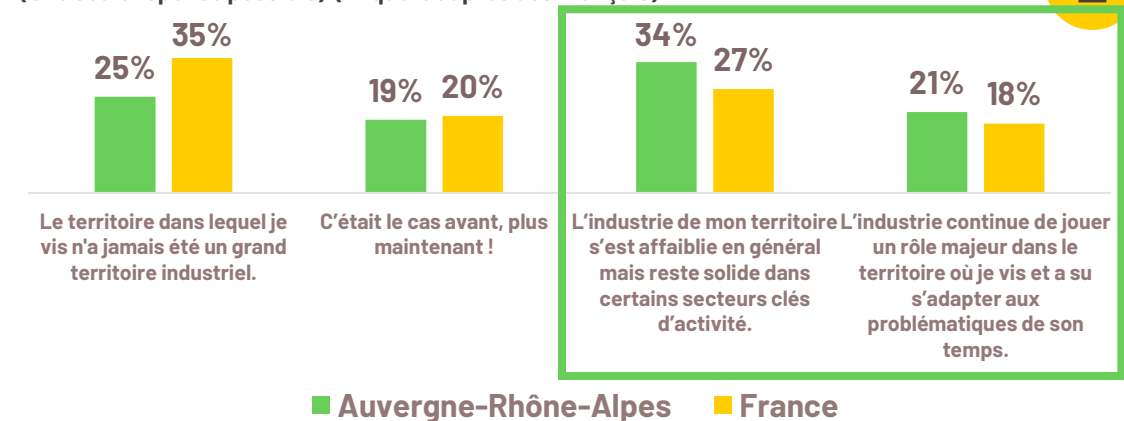
QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

Lorsqu'interrogés sur leur perception de leur territoire, dirigeants et citoyens n'ont pas le même avis : les dirigeants ont tendance à percevoir leur industrie comme ayant su être résiliente à travers le temps, tandis que les Français ont plus de mal à saisir l'empreinte passée ou actuelle de l'industrie dans leur territoire. signe possible que l'industrie n'est pas autant visible et mise en avant que d'autres aspects faisant rayonner un territoire : savoir-faire artisanal, patrimoine, agriculture, etc.

L'endroit où vous êtes implanté, diriez-vous que c'est "un grand territoire industriel" ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



L'endroit où vous êtes implanté, diriez-vous que c'est "un grand territoire industriel" ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
 Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
 Les industriels de la région Auvergne-Rhône-Alpes représentent 316 personnes

Source :
 Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
 Les Français d'Auvergne-Rhône-Alpes représentent 567 personnes

UNE ACCEPTATION DIFFÉRENCIÉE DES SECTEURS INDUSTRIELS

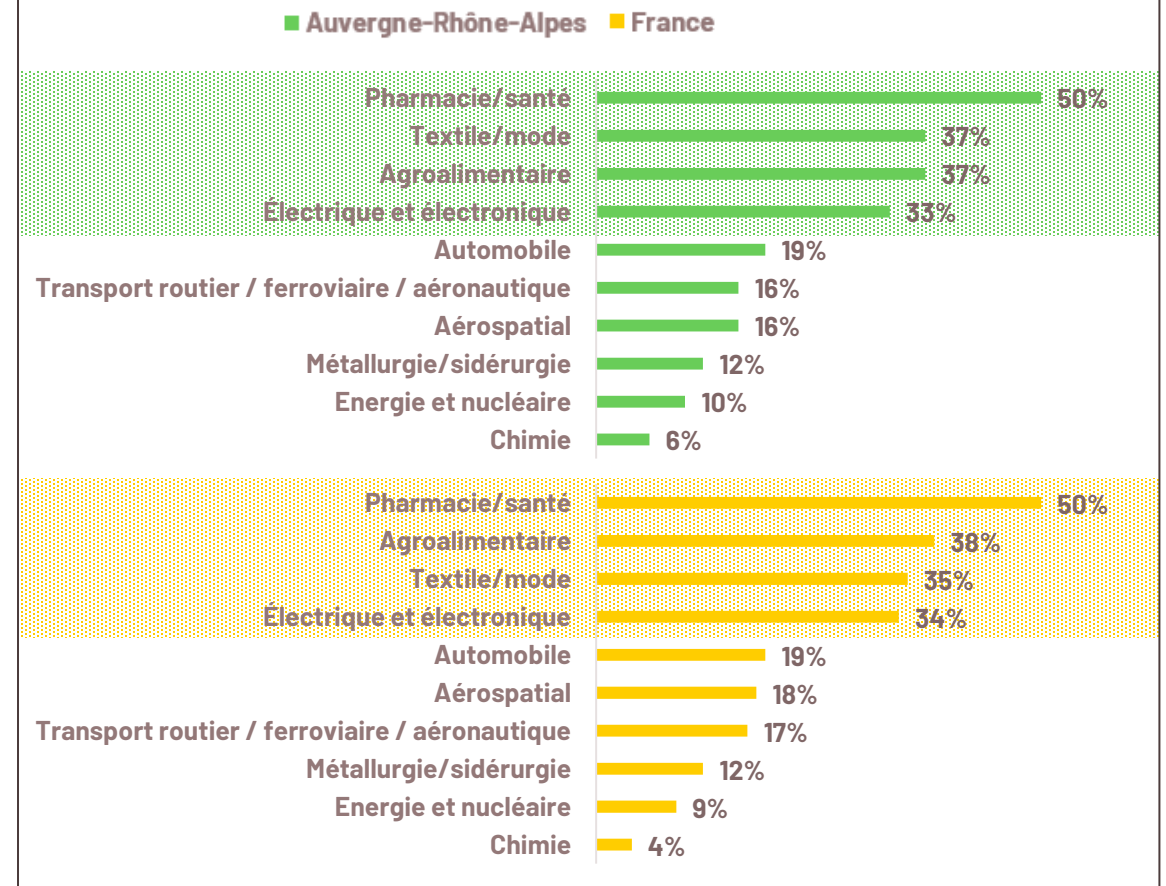
DANS LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES, LES CITOYENS PLÉBISCITENT LES MÊMES INDUSTRIES QU'AU NIVEAU NATIONAL, AVEC QUELQUES LÉGÈRES DIFFÉRENCES

- Un territoire aura beau avoir du potentiel pour accueillir l'industrie, il restera à convaincre les riverains pour pouvoir s'y implanter.
- Dans la région, cette acceptabilité est forte pour les secteurs de la pharmacie/santé, du textile/mode, de l'agroalimentaire et de l'électricité/électronique. Les tendances sont similaires au national et il est possible que cette perception ne soit pas liée à une spécificité locale mais plutôt que les secteurs les plus acceptés soient ceux qui bénéficient d'une image globale plus positive (selon des critères tels que le bruit généré par l'activité, l'impact sur l'environnement, etc.).

EN FRANCE, LES CITOYENS PRIVILÉGIENT L'IMPLANTATION DE CERTAINS SECTEURS PRÈS DE CHEZ EUX

Cette acceptabilité ne s'aligne pas forcément avec les secteurs jugés les plus importants en termes économiques : si 60% considèrent que la pharmacie/santé doit être la plus développée en France, ce chiffre se replie à 50% pour l'acceptabilité de l'implantation d'un site de ce secteur dans sa ville/commune.

Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ?
(Top 10)(Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français d'Auvergne-Rhône-Alpes représentent 567 personnes

LES HABITANTS DE LA RÉGION MOTIVÉS POUR TRAVAILLER DANS L'INDUSTRIE

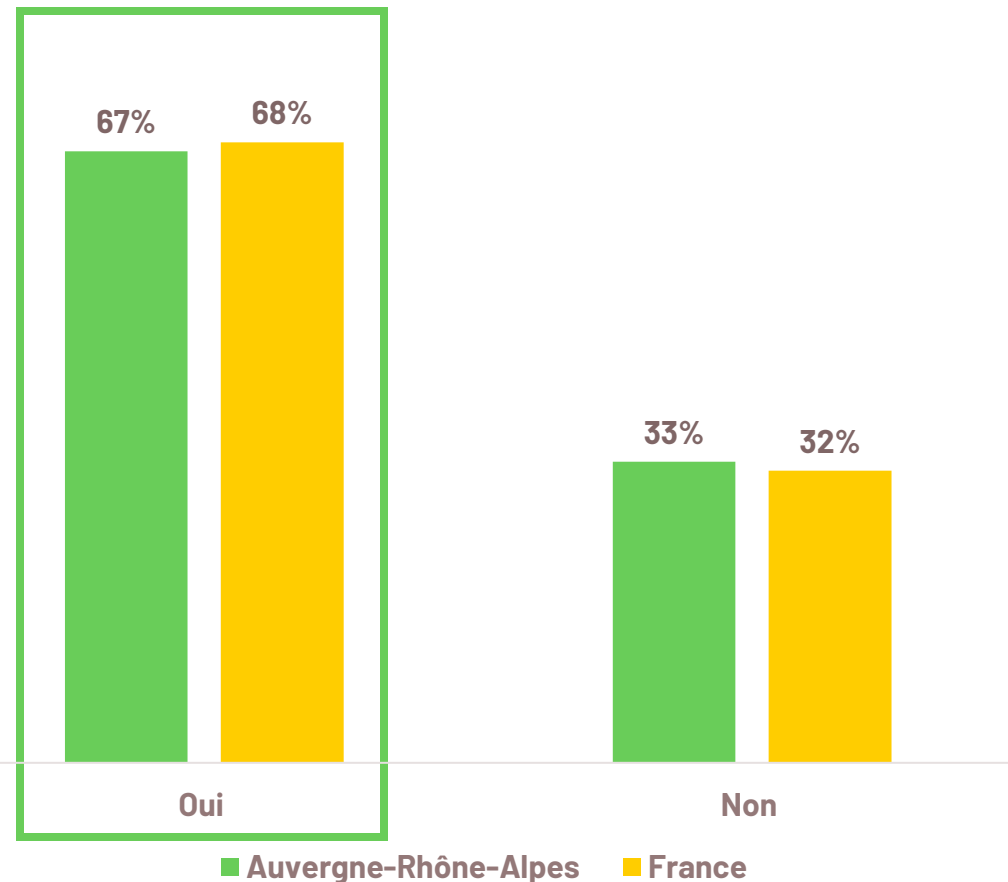
DANS LA RÉGION, LES HABITANTS SONT TRÈS ENCLINS À ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

- Les habitants d'Auvergne-Rhône-Alpes se montrent très favorables à rejoindre le monde professionnel de l'industrie, en effet 67% des sondés affirment que s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle, ils accepteraient un nouvel emploi dans l'industrie.
- L'industrie en tant qu'employeur semble, autant au niveau national que régional, bénéficier d'une image très positive.
- Ces résultats sont alignés avec les objectifs du plan stratégique 2022-2028 de la région (SRDEII), dont une des plus grandes priorités est l'emploi, avec notamment comme objectifs 30 000 emplois supplémentaires créés dans l'industrie et 30 000 entrées en formation aux métiers de l'industrie à horizon 2028.

EN FRANCE, LES CITOYENS ENVISAGERAIENT MAJORITAIREMENT D'ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

Les Français interrogés sont 68% à envisager d'accepter un emploi dans l'industrie s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle.

Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français d'Auvergne-Rhône-Alpes représentent 567 personnes

AU SEIN DE LA RÉGION, DES DISPARITÉS DE PERCEPTION AUTOUR DE LA RÉINDUSTRIALISATION

POURQUOI A-T-ON CHOISI D'ANALYSER CES ZONES D'EMPLOI SPÉCIFIQUEMENT ?

A partir de sa cartographie du potentiel des territoires industriels, Bpifrance Le Lab a interrogé les habitants de 49 zones d'emploi sur leurs perceptions de l'industrie pour analyser des cas d'études différents : certaines zones d'emploi présentent des hauts potentiels dans certains capitaux, d'autres ont un profil plus touristique ou plus industriel.






















AU SEIN DE LA RÉGION, L'HISTOIRE DE CHAQUE TERRITOIRE INFLUENCE SA PERCEPTION DE LA RÉINDUSTRIALISATION

- Au sein de la région Auvergne-Rhône-Alpes, nous ont été suggérées par divers experts de la réindustrialisation, dans la Vallée de la Chimie, les zones d'emploi de Lyon, Saint Etienne, Grenoble, Voiron pour leur fort potentiel industriel, et les zones d'emploi du Puy-en-Velay et d'Issoire qui présentent, selon notre cartographie, un potentiel industriel moins fort.
- Lyon, avec son statut de métropole tournée vers les services, ne perçoit pas autant que le reste de la région la réindustrialisation de la France. Le passé industriel de Saint Etienne est reconnu par 93% des habitants, mais 51% estime que ce n'est plus aujourd'hui un « grand territoire industriel », probablement marqués par les fermetures des houillères puis dans la sidérurgie dans la deuxième moitié du siècle dernier. Ces difficultés ne semblent cependant pas avoir entamé la motivation des Stéphanois pour travailler dans le secteur. Le paysage industriel varié de Grenoble, incluant micro-électronique, cleantech, sport et santé a permis une forte résilience qui est reflétée dans les perceptions des habitants sondés. La diversité des secteurs et entreprises de différentes tailles marque également l'industrie Voironnaise.
- Les habitants de la zone d'emplois du Puy-en-Velay estiment à 58% que leur territoire n'a jamais été un « grand territoire industriel », ce qui peut s'expliquer par une histoire plus ancrée dans l'agroalimentaire, le textile ou le cuir que dans les industries lourdes, parfois plus typiques de l'industrie dans l'imaginaire collectif. A Issoire, l'histoire industrielle marquée dans les secteurs de l'aluminium et de l'équipement aéronautique et automobile est reconnue par 83% de sondés qui y reconnaissent encore un grand territoire industriel.

Source : Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français, dont 567 en Auvergne-Rhône-Alpes.

Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 4 400 Français dans 49 zones d'emploi sélectionnées.

*Part de répondants ayant répondu « L'industrie de mon territoire s'est affaiblie en général mais reste solide dans certains secteurs clés d'activité » et « L'industrie continue de jouer un rôle majeur dans le territoire où je vis et a su s'adapter aux problématiques de son temps. »

Région & Zones d'emploi	Auvergne-Rhône-Alpes	Lyon	Saint Etienne	Grenoble	Voiron	Le Puy-en-Velay	Issoire
La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? <i>Part de « Oui »</i>	40 %	-- (29 %)	= (36 %)	= (36%)	= (36%)	= (44%)	= (38%)
L'endroit où vous êtes implanté, diriez-vous que c'est un « grand territoire industriel » ? <i>Part de « Oui » regroupée*</i>	55 %	++ (71 %)	-- (42 %)	+ (63%)	+ (63%)	-- (35%)	++ (83%)
Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ? <i>Top 3</i>	  	  	  	  	  	  	  
Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie? <i>Part de « Oui »</i>	67 %	= (65 %)	++ (82 %)	+ (74%)	= (70%)	+ (73%)	+ (72%)

LEGENDE



Pharmacie/santé
Textile/mode
Aérospatial



Électrique/électronique
Agroalimentaire
Métallurgie/sidérurgie

Ecart à la moyenne régionale

Négatif

= Ecart < 5 p.p.
- Ecart entre 5 et 10 p.p.
-- Ecart > 10 p.p.

Positif

=
+
++



4

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

STRATÉGIES DES INDUSTRIELS DU
TERRITOIRE

DES INDUSTRIELS ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

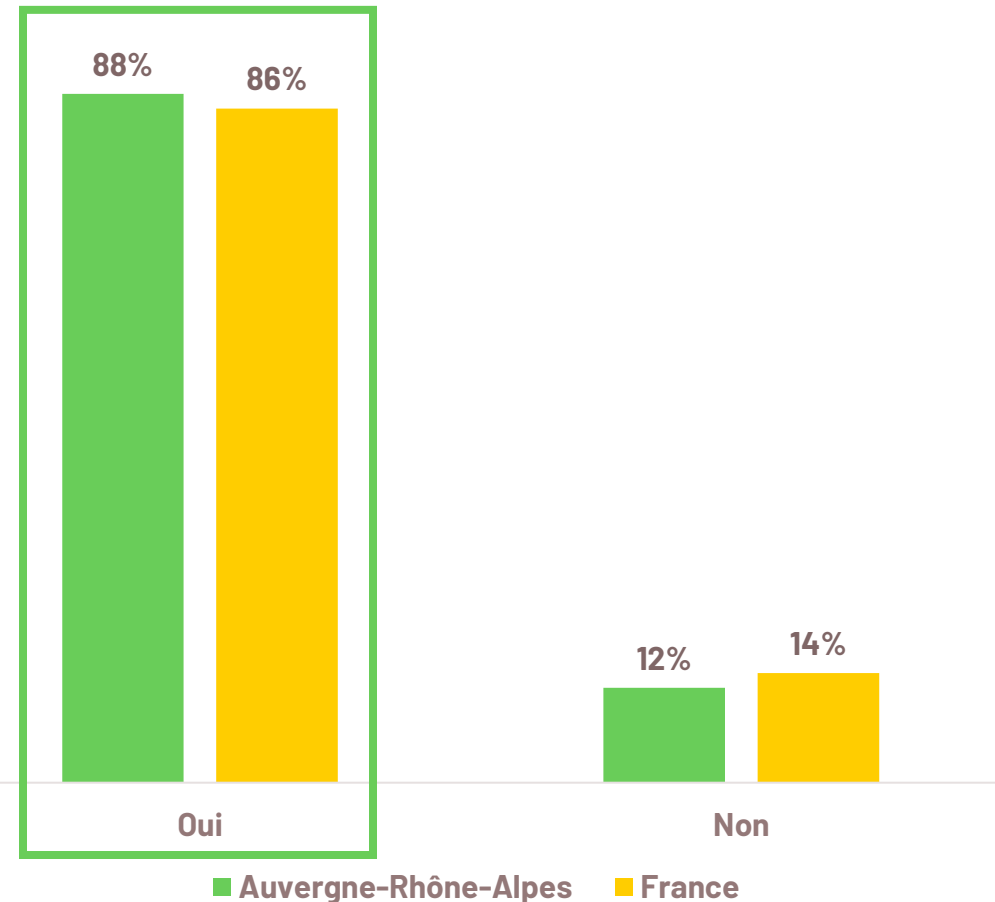
DANS LA RÉGION, 88% DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

- 88% des dirigeants d'Auvergne-Rhône-Alpes se disent attachés à leur territoire. Ce chiffre est dans la moyenne nationale qui se situe à 86%.
- Cet attachement trouve en partie sa source dans l'histoire personnelle des dirigeants avec le territoire. En effet, parmi les dirigeants d'Auvergne-Rhône-Alpes dans notre échantillon qui se disent attachés à leur territoire, 53% y ont grandi (à l'inverse, seuls 27% des dirigeants d'Auvergne-Rhône-Alpes qui disent ne pas être attachés à leur territoire y ont grandi).
- Les industriels sont également attachés à leur territoire car ils emploient les talents qui y résident. Ils sont ainsi très conscients du fait que tout déménagement impliquerait une perte de compétences.
- Les industriels d'Auvergne-Rhône-Alpes révèlent leur attachement à leur territoire en privilégiant, dans leurs projets de développement, une implantation à proximité de leur usine à un déménagement ailleurs en France (cf slide 44).

EN FRANCE, 86% DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

Du fait de leur trajectoire personnelle, les dirigeants sont affectivement liés au territoire où se situe leur site de production. Cet attachement procède d'une histoire au sein du territoire, soit qu'ils y ont grandi (48 % des dirigeants attachés), soit qu'ils y ont fait leurs études ou y ont travaillé (20 %).

Êtes-vous personnellement attaché à votre territoire ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de la région Auvergne-Rhône-Alpes représentent 316 personnes

DES INDUSTRIELS PORTÉS VERS LA CROISSANCE MAIS MOINS OPTIMISTES QU'AU NIVEAU NATIONAL

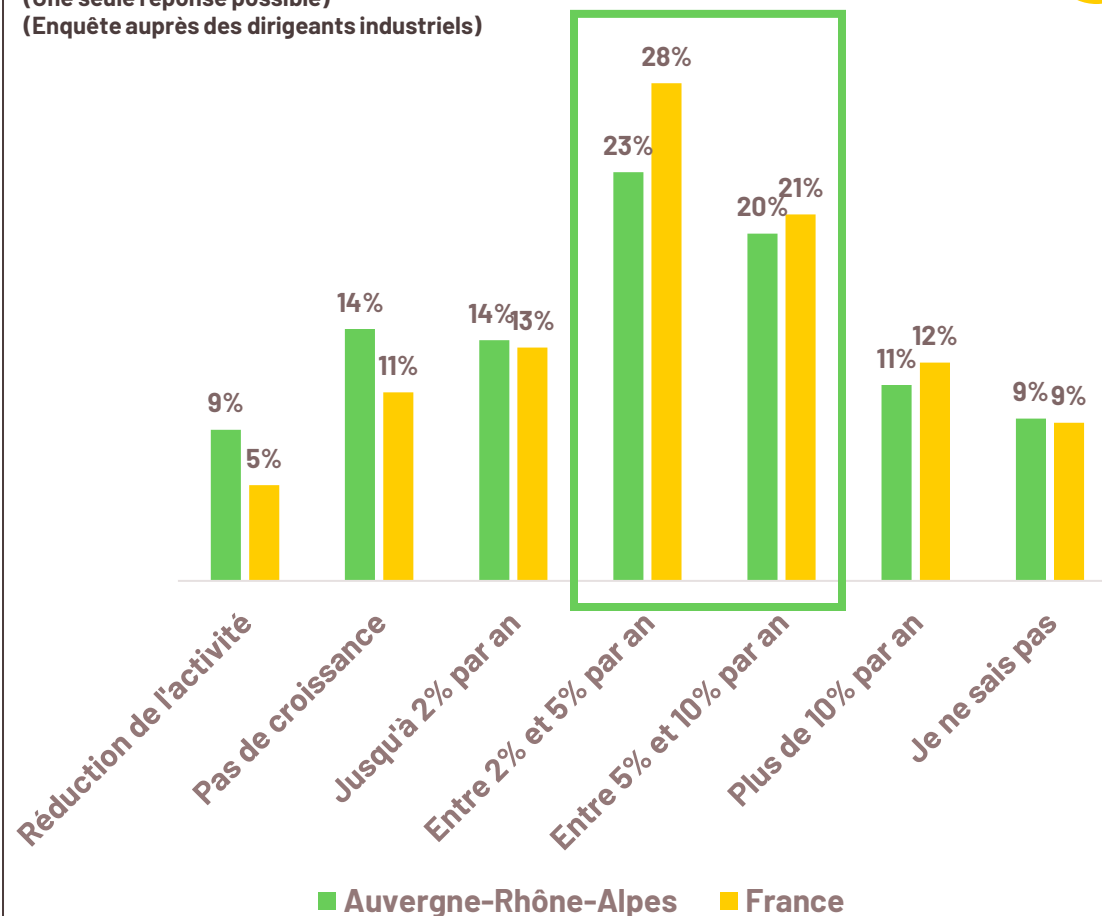
DANS LA RÉGION, 68% DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT UNE CROISSANCE DE LEUR ACTIVITÉ

- 68% des dirigeants d'Auvergne-Rhône-Alpes prévoient une croissance de leur chiffre d'affaires dans les trois ans à venir. Ce chiffre est inférieur à la moyenne nationale qui se situe à 75%. Etant donné le poids industriel de la région en France, ces prévisions moins optimistes qu'au niveau national sont à élucider.
- En Auvergne-Rhône-Alpes, parmi les industriels sondés exprimant des prévisions de croissance pour leur activité, 62% traduisent leur stratégie de croissance en un projet de nouvelle implantation, ce chiffre étant de 63% pour l'échantillon France.

EN FRANCE, 75% DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT DE FAIRE CROÎTRE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES

L'étude nationale a mis en avant des dirigeants industriels optimistes dans leurs ambitions de croissances. Les PME (hors TPE), les ETI et GE prévoient de croître d'au moins 4 % par an sur les 3 prochaines années. Les start-up industrielles communiquent des perspectives de croissance plus fortes à 10 % par an au moins.

Quelle est la croissance annuelle moyenne prévue de votre chiffre d'affaires dans les 3 prochaines années ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)

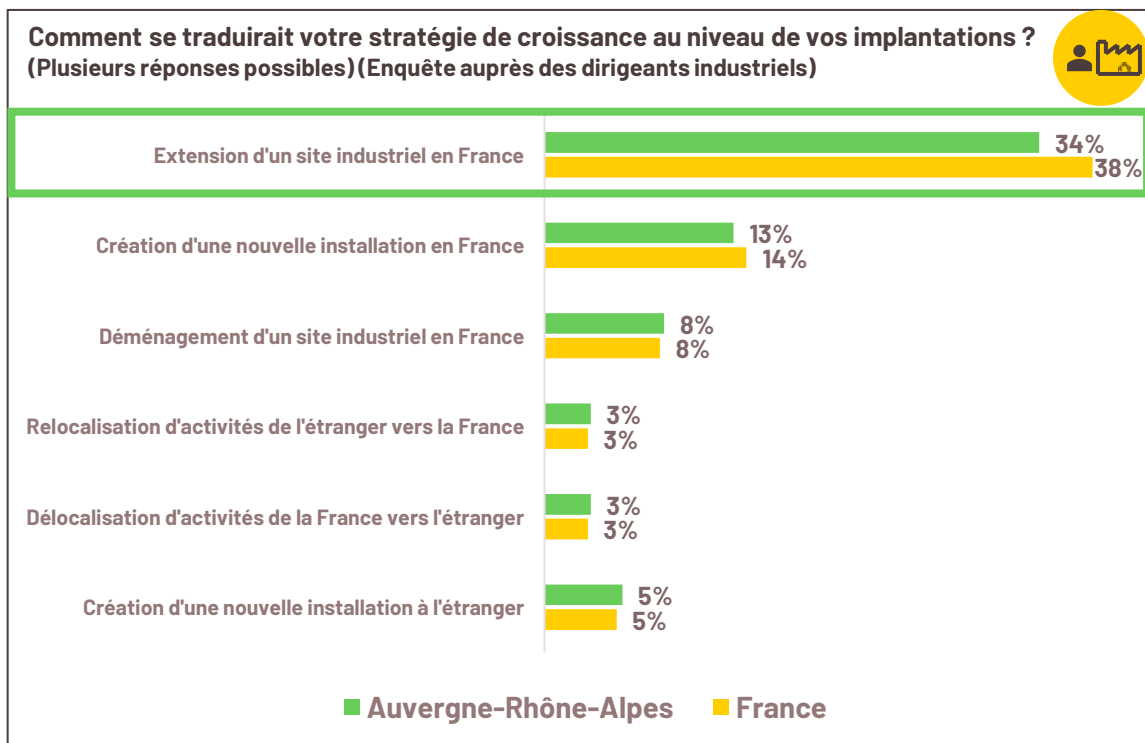


Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de la région Auvergne-Rhône-Alpes représentent 316 personnes

PARMI DIFFÉRENTES MODALITÉS D'IMPLANTATION, LES DIRIGEANTS CHOISIRAIENT L'EXTENSION DE SITE EXISTANT

LES DIRIGEANTS CHOISIRAIENT D'ÉTENDRE LEURS SITES INDUSTRIELS EXISTANTS

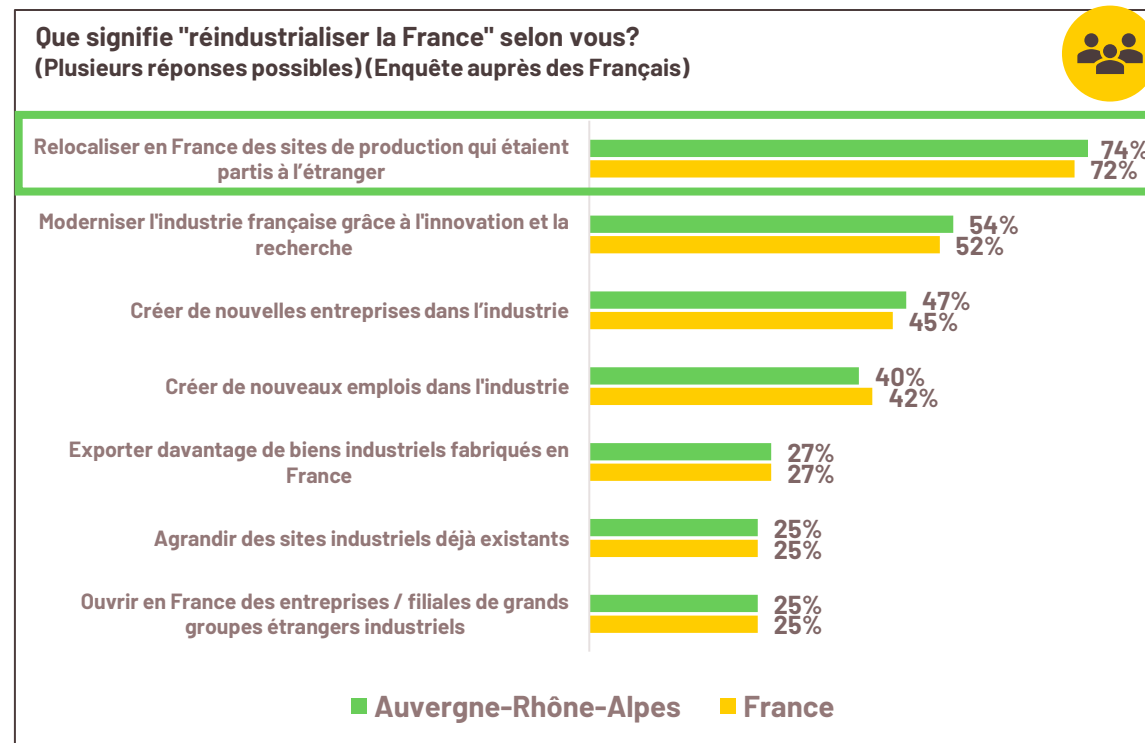
- Lorsqu'ils ont un projet d'implantation, les dirigeants de la région Auvergne-Rhône-Alpes comme ceux de l'échantillon France privilégient les extensions de sites industriels existants (respectivement à 34% et 38%).
- Les dirigeants d'Auvergne-Rhône-Alpes, à l'image des dirigeants Français dans leur ensemble, se projettent dans une nouvelle implantation en France plutôt qu'à l'étranger.



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de la région Auvergne-Rhône-Alpes représentent 316 personnes

... ALORS QUE LES FRANÇAIS ASSOCIENT PLUTÔT RÉINDUSTRIALISATION À RELOCALISATIONS

- 72% des Français et 74% des sondés en Auvergne-Rhône-Alpes pensent que réindustrialiser signifie relocaliser et seul un quart cite l'agrandissement de sites existants. Ces réponses révèlent un décalage entre les représentations des citoyens sur l'industrie et les réalités vécues par les industriels.



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français d'Auvergne-Rhône-Alpes représentent 567 personnes

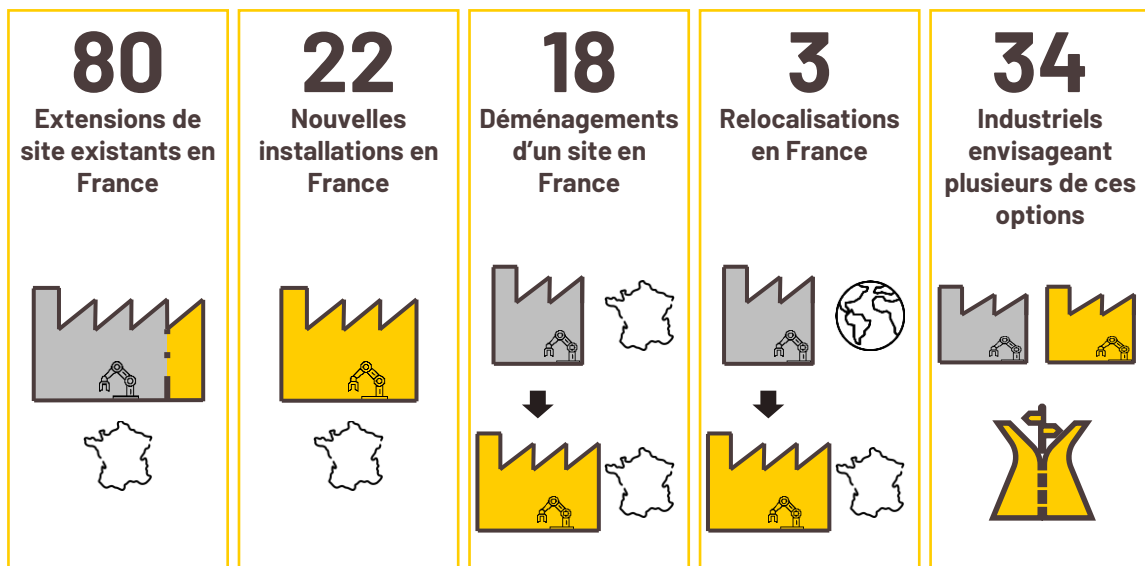
LE PROFIL DES INDUSTRIELS D'Auvergne-Rhône-Alpes portant un projet d'implantation en France

AU NIVEAU NATIONAL

Au niveau national, 1493 industriels sondés par notre enquête nous ont fait part d'un projet d'implantation pour développer leur activité en France. Il s'agit de projets d'extensions de sites existants, de créations de nouvelles installations en France, de déménagements et de relocalisation de sites en France.

LES PROJETS D'IMPLANTATION DES DIRIGEANTS D'Auvergne-Rhône-Alpes s'incarnent principalement dans des extensions de site

En Auvergne-Rhône-Alpes, 157 industriels (sur les 316 sondés) ont exprimé avoir le projet d'une nouvelle implantation en France :



Caractéristiques de ces 157 industriels porteurs de projets d'implantation en France et de leurs entreprises

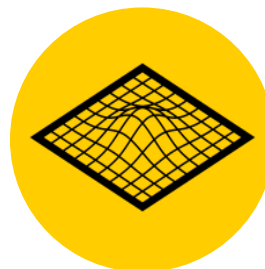


Les 3 filières les plus représentées sont :

- Mines et métallurgie
- Chimie et matériaux
- Agroalimentaire



Le nombre moyen de salariés de l'entreprise est de 88



84 dirigeants sur 157 expriment un besoin foncier inférieur à 2Ha pour leur projet d'implantation

Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de la région Auvergne-Rhône-Alpes représentent 316 personnes

68% DES DIRIGEANTS INDUSTRIELS DE LA RÉGION ONT BESOIN DE MOINS DE 2 HA POUR LEURS IMPLANTATIONS

EN FRANCE, 7 INDUSTRIELS SUR 10 RECHERCHENT MOINS DE 2 HECTARES POUR LEUR PROCHAINE IMPLANTATION INDUSTRIELLE

Alors que les territoires identifient la faible disponibilité de foncier économique comme étant le premier frein à l'implantation d'entreprises, les dirigeants semblent en majorité rechercher du petit foncier pour leur développement industriel.

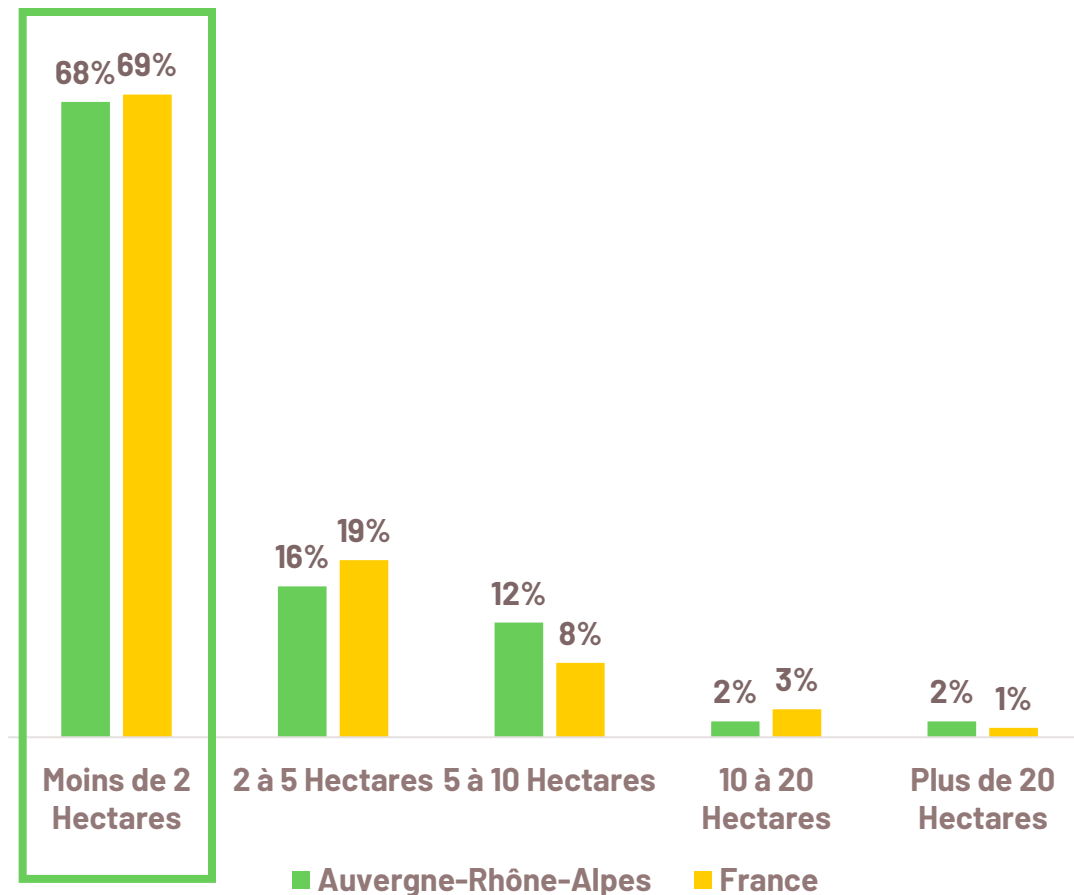
DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS ONT BESOIN DE PETIT FONCIER POUR RÉALISER LEURS IMPLANTATIONS

- Les dirigeants d'Auvergne-Rhône-Alpes sont 68% à déclarer avoir besoin de moins de 2 Hectares* pour un futur projet d'implantation.
- Les dirigeants d'Auvergne-Rhône-Alpes ont des besoins en foncier assez diversifiés. Ainsi 16% d'entre eux déclarent avoir besoin de 2 à 5 Ha. Aussi, ils sont plus nombreux que le reste des dirigeants français à demander du grand foncier, 16% déclarent en effet avoir besoin de plus de 5 Ha (vs 12%).
- Organiser la rencontre de l'offre et de la demande en matière de foncier est clé pour favoriser la réindustrialisation des territoires, notamment dans un contexte où on veut limiter l'artificialisation des sols.
 - L'Auvergne-Rhône-Alpes bénéficie de 5 sites clé en main, prêts à l'emploi, avec des délais d'instruction réduits, et des infrastructures préétablies telles que le raccordement électrique.
 - Elle bénéficie également de 31 sites de foncier économique et de 29 friches industrielles**, même si plus nombreux que les sites clé en main, ceux-ci nécessitent de gros chantiers d'assainissement et de dépollution. Certains exigent d'importants travaux de réhabilitation et de dépollution avant toute réaffectation, ce qui en retarde l'exploitabilité.

* Une surface de 2 Ha représente un peu moins de 3 terrains de football ou 76 courts de tennis, pour 5 Ha c'est un peu plus de 7 terrains de football ou 191 courts de tennis

** Les sources de ces données sont indiquées en slide 24.

Quel est le besoin en foncier pour cette nouvelle implantation ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de la région Auvergne-Rhône-Alpes représentent 316 personnes

LES PÉNURIES DE COMPÉTENCE ET DE FONCIER AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DES DIRIGEANTS D'Auvergne-Rhône-Alpes

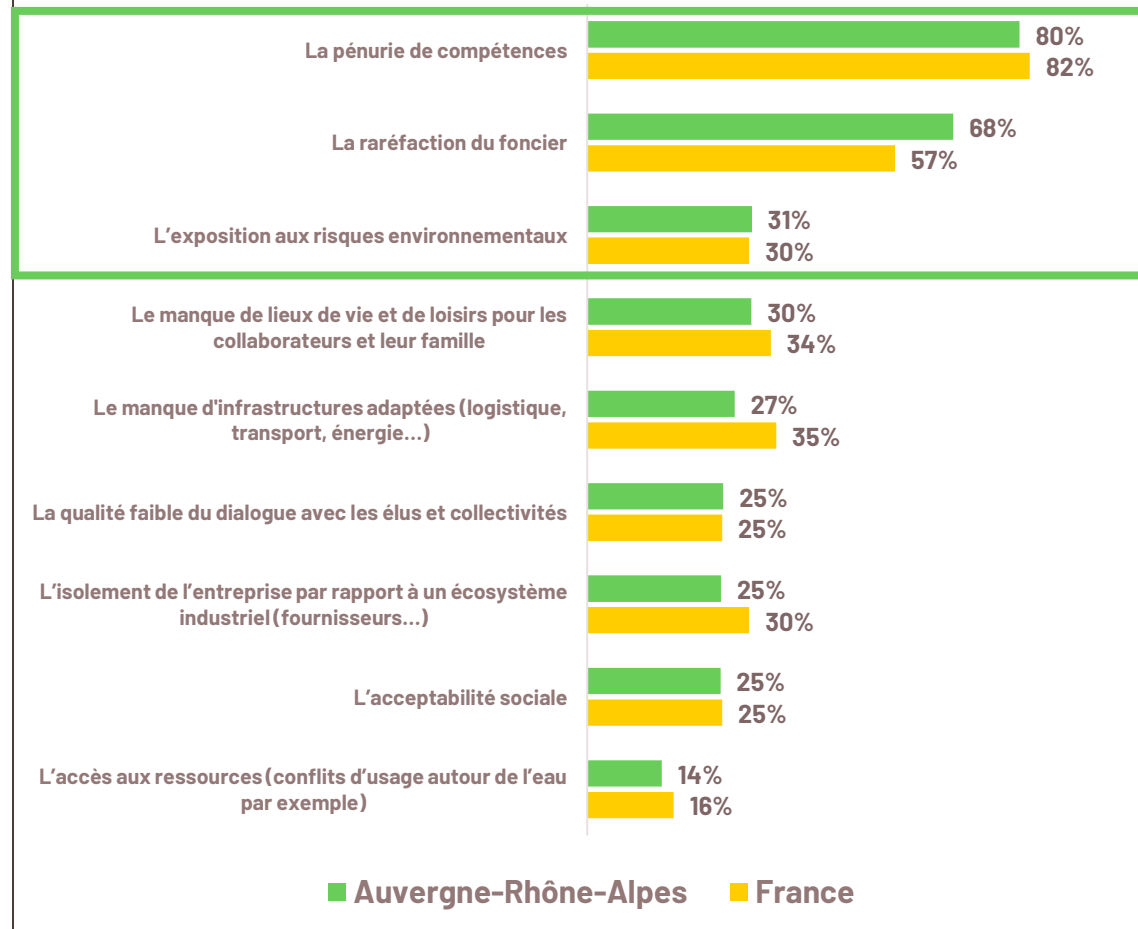
DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS IDENTIFIENT LES COMPÉTENCES COMME PREMIER FREIN À LA CROISSANCE

- La pénurie de compétences et la raréfaction du foncier demeurent les deux principales préoccupations des industriels en France et en Auvergne-Rhône-Alpes.
- Les industriels d'Auvergne-Rhône-Alpes citent la pénurie de foncier comme deuxième frein aux projets industriels alors même que la région est particulièrement dotée en foncier et qu'une majorité d'entre eux déclarent vouloir s'implanter localement, il est nécessaire d'interroger les raisons de cette perception du manque de foncier par les industriels, et l'adéquation entre les besoins des industriels et les caractéristiques spécifiques de l'offre de foncier.
- L'exposition aux risques environnementaux est la 3^{ème} préoccupation pour les dirigeants industriels de la région, ce qui souligne l'importance de la question climatique ainsi que de la gestion des risques au niveau régional.

EN FRANCE, LA PÉNURIE DE COMPÉTENCES EST LE PREMIER FREIN AUX PROJETS INDUSTRIELS

Trouver de la place pour y installer une nouvelle ligne de production est plus facile que de trouver de la main d'œuvre pour l'opérer : la pénurie de compétences est le principal frein au niveau local, devant la raréfaction du foncier. Lorsque l'on prend en compte le fait que ces projets prennent en premier lieu la forme d'extensions de sites déjà implantés, recruter reste le défi majeur des industriels.

Quels freins locaux identifiez-vous à vos projets industriels ? (Plusieurs réponses possibles) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de la région Auvergne-Rhône-Alpes représentent 316 personnes

5

LA REINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION

LA PAROLE AU CONSEIL RÉGIONAL

LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION : STÉPHANIE PERNOD, NOTRE GRAND TÉMOIN

« L'industrie a toujours été au cœur du développement économique de la région Auvergne-Rhône-Alpes et l'étude menée par Bpifrance Le Lab vient confirmer le rôle central que nous jouons dans l'industrie française. Elle souligne la force de notre tissu industriel diversifié et la concentration d'emplois qui font d'Auvergne-Rhône-Alpes la première région industrielle de France. »



Stéphanie Pernod

1^{ère} Vice-présidente déléguée à l'économie, à la relocalisation,
à la préférence régionale et au numérique
Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes



LA STRATÉGIE DE RÉINDUSTRIALISATION DE LA RÉGION

Bpifrance Le Lab : Quel visage industriel souhaitez-vous donner à la région Auvergne-Rhône-Alpes à horizon 2035 ?

Stéphanie Pernod : *À l'horizon 2035, notre ambition est claire : faire d'Auvergne-Rhône-Alpes un pôle industriel de référence en Europe. Nous misons sur des filières d'excellence tels que l'industrie de la santé, les matériaux durables, l'hydrogène, la microélectronique et l'intelligence artificielle.*

Mais au-delà de ces secteurs, c'est l'ensemble du tissu industriel que nous voulons voir évoluer, en favorisant la synergie entre les grandes entreprises, les PME innovantes et les centres de recherche. L'enjeu est de bâtir une région où l'industrie génère non seulement de l'emploi, mais aussi une qualité de vie remarquable. Le « Pack relocalisation » à lui seul porte l'objectif de création de 30 000 emplois industriels et d'accompagnement de 700 projets de relocalisation d'ici fin 2028 sur notre territoire.

Bpifrance Le Lab : Comment aurez-vous réussi votre souhait industriel à horizon 2035 ? Quelles actions prioritaires auront été enclenchées ?

Stéphanie Pernod : *Pour atteindre ces objectifs, plusieurs actions prioritaires sont d'ores et déjà engagées. Il s'agit par exemple d'assurer la disponibilité du foncier, un enjeu crucial pour l'implantation de nouveaux projets industriels. Nous avons aussi simplifié les démarches administratives pour les entreprises souhaitant s'implanter et offrons un accompagnement personnalisé à travers l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises. Enfin, nous n'oublions pas le soutien essentiel que nous apportons aux PME, ETI et start-ups.*

Le défi de la réindustrialisation est immense, mais il est à la hauteur de l'ambition que nous portons pour Auvergne-Rhône-Alpes : une région à la pointe de l'industrie, alliant dynamisme économique, innovation et qualité de vie. C'est ensemble, avec nos entreprises, nos chercheurs et nos habitants, que nous réussissons !

CONTACTS



bpifrance-lelab@bpifrance.fr



www.lelab.bpifrance.fr



www.x.com/BpifranceLeLab

Elise TISSIER,

Directrice, **Bpifrance Le Lab**

elise.tissier@bpifrance.fr

Bao-Tran NGUYEN,

Responsable du pôle études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

doan.nguyen@bpifrance.fr

Tatiana LLUENT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

tatiana.lluent@bpifrance.fr

Matéo SZMIDT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

joseph.szmidt@bpifrance.fr

SERVIR L'AVENIR

bpifrance